

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : ANDRÉ COLOMER
123, Rue Montmartre, PARIS (2°)

ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE	POUR L'ÉTRANGER
Un an..... 64 fr.	Un an..... 96 fr.
Six mois... 32 fr.	Six mois... 48 fr.
Trois mois 16 fr.	Trois mois 24 fr.
Chèque postal. Ferand 586-65	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Deuxième Édition Le pain de la Victoire

« Aujourd'hui l'Angleterre est dirigée par d'anciens ouvriers. C'est un fait immense dont les répercussions peuvent être considérables et QUELLE QUE SOIT LA POLITIQUE QU'ILS FERONT, nous les aiderons de toutes nos forces. »

Marcel CACHIN.

(Séance de la Chambre du 28-1-24.)

Comment ne pas revenir sur un sujet aussi intéressant que celui de la politique anglaise, qui peut avoir, comme l'a déclaré Cachin à la Chambre avant-hier, des répercussions considérables.

Nous ne nous plaçons pas sur le même terrain que le député communiste, et si nous insistons sur le cas du ministère travailliste, c'est que l'on cherche aujourd'hui à jouer au prolétariat mondial, une reprise de la sinistre comédie dont la Russie fut, et est encore le théâtre.

Depuis sept ans, avec une mauvaise foi évidente, les communistes ont serré aux oreilles des peuples, que la « dictature du prolétariat » avait créé en Russie un monde nouveau. Ils ont affirmé la beauté du régime. Nous, nous avons vu de nos yeux, à Moscou, des milliers de malheureux, crevant littéralement de faim et de froid, en face de magasins regorgeant de vivres. Nous avons rencontré des sincères militants révolutionnaires, traqués par la police, cependant qu'en pleine place publique, les mercantils et les bourgeois de la Bourse, évoluaient abrités par la police et par la troupe. Nous avons assisté aux réunions électorales et avons constaté que le gouvernement employait là-bas les mêmes moyens dégradants que les politiciens occidentaux, et nous sommes revenus à quelques-uns, qui avaient aperçu la Russie des Soviets sous son angle véritable, convaincus que le prolétariat n'avait rien à espérer du communisme d'Etat.

Et voilà qu'à présent, l'expérience russe ayant subi un retentissant échec, les bergers communistes se rallient autour d'un programme qu'ils ont jusqu'ici combattu avec acharnement.

Les girouettes de la rue Lafayette engagent les membres de leur parti — pauvres brebis égarées — à soutenir et à défendre, à côté du Gouvernement ouvrier de Moscou, le Gouvernement ouvrier de Londres, et ignorant du passé et du présent des hommes qui ont conquis le Pouvoir en Grande-Bretagne, ces pauvres bêtes vont suivre leurs maîtres et répéter à tous les échos que l'Angleterre est dirigée par des anciens ouvriers.

Ceci est faux, archifaux, nous avons bien avant l'avènement au pouvoir du Labour Party crié dans le *Libertaire* que Mac Donald et ses officiers n'étaient pas des révolutionnaires, qu'ils étaient des ennemis du peuple; à la veille de la prise du Pouvoir, l'un des nouveaux ministres, J. H. Thomas, trahissait une fois de plus la classe ouvrière, essayant par tous les moyens de briser la grève des cheminots, et engageant les adhérents de son syndicat dissident à continuer le travail.

Et ce sont ces gens-là que le Parti Communiste, aidé dans sa triste besogne par la C. G. T. U., demande au prolétariat révolutionnaire de soutenir? Et c'est nous qui faisons le jeu de la réaction et du Bloc des gauches? C'est nous qui désorganisons l'action des masses, tandis que vous voulez, communistes et « syndicalistes unitaires » nous livrer au parti du plus pâle réformiste? C'est un Gouvernement ouvrier que vous prétendez défendre?

Camarades communistes, vous les humbles, qui sincèrement croyant, œuvrer utilement à la libération intégrale des peuples, vous faites les agents de l'autorité, et suivez des hommes qui ne sont pas des nôtres, écoutez :

Nous n'avons pas de moyens de pénétration en Russie. Certains peuvent aisément bourrer le crâne des plus incrédules, mais l'Angleterre est à quelques kilomètres d'ici; et nous vous présenterons le plus souvent possible l'image vivante de ce qui se passe de l'autre côté du détroit.

La crainte de vos chefs est si grande qu'ils vous ont interdit de lire notre organe, mais votre désir de savoir sera le plus grand, et notre sincérité triomphera de toutes les basses calomnies dont nous sommes les victimes.

Hier, l'un de vos représentants a déclaré à la Chambre que le prolétariat soutiendra les chefs travaillistes; l'humanité vous a dit qu'ils étaient des ouvriers; et bien au même moment, un

des leaders du Labour Party faisait lui aussi un discours, et voici ce que déclarait Mr. J. H. Thomas, dont j'ai déjà parlé plus haut :

Ce grand changement est survenu sans trouble, sans bouleversement. L'industrie britannique, le commerce, les finances continuent à fonctionner comme si rien ne s'était passé. Nous nous sommes immédiatement faits à cette réalité qu'un nouveau parti dirige aujourd'hui notre grand empire. Beaucoup avaient des craintes. Ceux qui éprouvaient le moins d'appréhension, c'étaient les membres de la famille royale; c'était le prince de Galles, notre hôte d'aujourd'hui et son illustre et distingué père. Ce sont eux qui étaient les moins inquiets de tous; ils étaient les plus sages; et ils étaient les plus sages parce que, mieux que tous les autres, ils connaissent leur peuple, parce qu'ils avaient depuis longtemps reconnu que le patriotisme, l'amour de l'empire, le dévouement au service du pays, le sens du devoir, n'étaient pas le don ou le monopole d'une classe ou d'une secte politique, parce qu'ils avaient compris qu'il est des hommes d'humble naissance qui n'ont pas eu les avantages d'une éducation universitaire, qui ne bénéficient pas des privilèges que crée l'instruction et dont le sens du devoir, l'amour du pays et le patriotisme sont égaux à ceux de n'importe quel autre type d'homme.

Les souverains étaient les plus sages parce qu'ils n'avaient pas oublié que, pendant la sombre période de 1914 à 1918, notre grand empire a été défendu et sauvé par l'homme du taudis aussi bien que par l'habitant du palais, que tous deux ont senti qu'ils avaient un devoir commun à remplir et qu'ils étaient liés par une commune obligation. Voilà pourquoi le grand changement qui s'est produit dans le gouvernement a laissé la vieille patrie, le vieil empire, suivre leur route accoutumée.

Mr. Thomas parla ensuite de son prédécesseur au ministère des colonies, le duc de Devonshire :

Nous venons tous les deux d'un grand pays, dit-il. Nous ne sommes pas d'accord au point de vue politique; nous avons fait tout notre possible l'un et l'autre pour nous chasser du Parlement; nous n'avons pu y arriver. Mais, en dépit de tout ce qui nous sépare en politique et au point de vue social, je déclare que le duc de Devonshire a des qualités qui font que nous pouvons être fiers de lui. Quand j'ai pris sa succession, il m'a dit : « L'expérience que je puis avoir acquise, les connaissances que je puis posséder, tout est à votre service. » Voilà des paroles qui nous rendent fiers de notre pays et qui nous donnent la certitude que, quelques changements qui puissent se produire, quelques difficultés qui puissent survenir, notre vieille patrie aura raison de tout. J'espère qu'au siècle prochain, quand nos successeurs parleront de nous, ils pourront dire que nous n'avons rien fait qui ait pu affaiblir la force de ce grand empire dont nous sommes tous fiers.

Camarades communistes, méditez les paroles que Mr. Thomas prononça dans un dîner qui lui fut offert, et auquel assistait le prince héritier. Demandez-vous si vous pouvez le considérer comme un camarade, et si l'en est un. Souvenez-vous que l'on vous demande de faire pour l'Angleterre ce que vous avez fait pour la Russie, et qu'une lueur de raison éclaira votre cerveau.

Pendant sept ans l'on vous a induits en erreur sur le régime bolcheviste; l'on veut recommencer avec l'Angleterre. Ce sera impossible. Nous serons là pour dévoiler ce que l'on vous cache, et bientôt, nous l'espérons, affranchis de toutes tuelles, vous quitterez les sentiers de la politique pour vous engager sur la grande Route de la Révolution qui libérera le Monde!

J. CHAZOFF.

JEANNE MORAND va pouvoir embrasser sa mère

M^{re} Torrès, qui avait accompli dans la matinée une ultime démarche au Ministère de la Justice, nous téléphone, sous le coup de midi, cette bonne nouvelle :

Jeanne Morand avait obtenu satisfaction. Des gardiens étaient allés la prendre à Rennes, et sous peu d'heures elle aurait la joie de serrer sa pauvre maman dans ses bras.

Enfin ! le martyre des deux femmes allait cesser, il était temps. Par solidarité avec Jeanne, nos camarades du quartier politique de la Santé s'appretent à commencer la grève de la faim.

Notre joie est bien grande. Réjouissez-vous-en avec nous, amis lecteurs!

Nous avons gagné la guerre. Hein, crois-tu qu'on les a eus ? Madelon, ah ! verse à boire Et surtout n'y mets pas d'eau ! C'est pour fêter la victoire, Joffre, Foch et Clemenceau.

Vous souvenez-vous, mes amis, de ce refrain inepte qu'au lendemain de l'armistice, des camelots brailaient sur les boulevards, et que la foule excitée, reprenait en chœur, au risque d'attraper une extinction de voix ?

C'était l'époque délirante où nos « braves généraux » étaient acclamés chaque fois qu'ils passaient dans la rue, seuls ou accompagnés.

Jusqu'à ce vieux pendentif de Clemenceau qui avait sa part de gloire, et dont l'apparition sur l'écran au cinéma, était saluée de vifs enthousiasmes. C'était le temps où ces messieurs — civils et militaires — avaient le front, cent d'une couronne de lauriers, et apparaissaient comme des Messies providentiels venus au moment opportun pour sauver la France, sur le point de choir dans les bras des « barbares ». Gouvernants, patriotes, généraux exultaient. Sur ce pays, épuisé par quatre ans et demi d'une guerre effroyable, ils régnaient en maîtres, leur dictature de fer ajoutait encore aux plaies horribles, sanglantes de la Nation.

L'armistice proclamé, le peuple français s'était vautre dans une orgie sans nom, on « rhoulait » pour oublier les maux cruels occasionnés par la terreur infernale, et renouvelant leur confiance aux hommes qui « avaient conduit ce pays à la Victoire », le bon peuple s'abandonnait tout à sa joie et à sa saoulographie, fermant les yeux sur l'avenir.

L'avenir ! importait-il de fixer constamment les yeux sur lui ?

Non, n'est-ce pas, puisqu'on avait enfin la Victoire, qu'on avait attendu vainement pendant cinquante et un mois !

Etait-ce la peine de s'occuper du lendemain, puisque nos « glorieux généraux », et nos « vaillants poilus » avaient bonté « l'ennemi » hors de France, définitivement cette fois; était-ce la peine de s'en faire puisqu'on était, depuis le 11 Novembre, de « glorieux vainqueurs » ? Et notre bon peuple, dans un avant-dernier hoquet patriotique, d...geulait !

Nous avons gagné la guerre. Hein ! crois-tu qu'on les a eus !

Cinq années ont passé, cinq années au cours desquelles le bon peuple de France a fini de rire, de boire — la vinasse a renchérit elle aussi — et de chanter.

Jusqu'aux noms de nos « braves généraux » qui sont tombés dans l'impopularité. Jusqu'à celui du « Perd-la-Victoire » qui s'estompe dans les brumes de l'oubli, depuis qu'il n'est plus question de ses relations avec le docteur Voronoff !

Non, décidément, ce n'était pas cela que le bon peuple français avait rêvé.

C'est le cas de dire, ou jamais, que le pain de la Victoire a un goût plutôt saumâtre.

Hier, la presse a publié la note suivante que les « vainqueurs de la Grande Guerre » n'ont pas dû lire sans une certaine colère :

« Le cours de la farine de consommation ayant atteint, depuis quelques jours, le taux de 128 francs le quintal, le prix du pain devra être élevé à 1 fr. 25 le kilo, à partir du 1^{er} février prochain. »

Il n'y a plus, aujourd'hui, qu'une catégorie d'individus qui peuvent vivre grassement, largement, sans aucun souci : ce sont, vous l'avez deviné, les gros propriétaires de la récente boucherie, dont les faces adipeuses expriment toute la joie de la victoire — leur victoire — dont ils tirent, les coquins ! les plus gros bénéfices.

Comme ils l'aiment la Victoire ! Ils l'aiment tellement qu'ils demanderaient volontiers au vieux bon Dieu français, beaucoup de victoires du genre de celle qui nous a coûté des morts et des infirmes par millions !

Et pendant que ces canailles aux tregnes avinées — n'est-ce pas le sang des « héros » morts pour la patrie qui leur monte au visage ? — pendant que ces canailles roulent en auto, se livrent à leurs manies coutumières pour la satisfaction intégrale de leurs passions, pendant qu'ils sablent le champagne dans les boîtes de nuit, la misère, l'effroyable misère des désertés de ce monde grandit de jour en jour, anéantissant les corps, assombrissant les cerveaux, aggrissant les courroux.

Il est presque impossible de vivre aujourd'hui.

Tout augmente, tout renchérit.

Amis, sympathisants, indifférents, adversaires, jetez un coup d'œil sur le dessin de Clem que nous publions ci-contre.

Regardez le propriétaire de la guerre s'empressant jusqu'à l'indigestion, et voyez ces pauvres malheureux faisant la queue aux « Soupes Populaires » ?

N'est-ce pas le tableau saisissant de l'après-guerre, et n'est-ce pas un sombre présage de l'avenir ?

Voilà peut-être ce qui nous attend : les « Soupes Populaires ».

Nous avons gagné la guerre. Hein ! crois-tu qu'on les a eus ?

N'oublions pas ce refrain stupide. Quand nos maîtres donneront le signal d'une nouvelle tuerie, plus meurtrière que la dernière, nous nous rappellerons qu'ils nous ont eus une fois...

Et nous nous rappellerons que nous sommes tous des chats échaudés.

Lucien LEAUTE.

AMNISTIE

Pour deux oubliés

Law

Ce n'est pas seulement durant la grande hécatombe que M. Clemenceau fit sentir à la classe laborieuse le poids de sa dictature.

Ce n'était pas la première fois qu'il prenait le pouvoir et les rênes du gouvernement lorsqu'il fut appelé, en 1917, à sévir sur tout un peuple lassé déjà par trois ans de guerre.

M. Clemenceau avait présidé aux « destinées » de ce pays pendant quelque trente mois, dix années plus tôt. Il avait alors rougi ses mains de sang d'ouvriers assassinés par ses ordres à Villeneuve-Saint-Georges et à Raon-l'Étape.

Les groupements syndicaux ignoraient la scission; en ce temps, ainsi que la collaboration de classe et la subordination à des partis politiques. La C. G. T., à ce moment-là, savait relever les défis insolents du Tigre et lui donner du fil à retordre. Ce furent les belles années de 1906-1907-1908, pendant lesquelles la bourgeoisie trembla, plus d'une fois, pour ses prérogatives usurpées.

Ce furent les belles manifestations des Premiers de Mai 1906 et 1907.

Premier Mai 1907 : Beaucoup de chômeurs et de protestataires sont accourus à la Bourse du Travail et ont été refoulés par la ficelle, dans les rues adjacentes. La journée touche à sa fin et se sera donc écoulée dans le calme, malgré les provocations policières. Ça ne fait pas du tout l'affaire de l'état-major de la Tour-Pointue qui sait que M. Clemenceau aime que ses chasseurs reviennent la gibecière bien fournie.

Les provocations redoublent : les « hirondelles » de M. Lépine accomplissent brutalement leur répugnante besogne ; la cavalerie charge, sabre au clair.

Pan ! Pan !

Ce sont des coups de feu qui viennent de partir de l'impériale d'un omnibus.

L'omnibus est pris d'assaut par les soutiens de l'ordre, ivres d'alcool et de fureur. Le courageux qui a tiré est happé, descendu la tête la première et « soigné » d'importance.

Il se nomme Law, est d'origine polonaise et travaille à Paris de son métier, de tailleur.

A l'appel de son organisation, il avait chomé ce jour-là et s'était tenu, avec ses camarades, dans les parages de la Bourse du Travail. Il s'en retournait chez lui. Mais de sa place, du haut de l'omnibus, il avait vu les cavaliers sabrer hommes, femmes et enfants sans défense ; ne pouvant contenir son indignation, il déchargea son pistolet sur les lâches agresseurs.

Il ne blessa aucun d'eux. Une de ses balles seulement traversa le casque d'un soudard.

La Cour d'Assises de la Seine ne l'en condamna pas moins à quinze ans de travaux forcés.

Au moment où nous écrivons ces lignes, nous ignorons si Law est toujours de ce monde ; des avocats du Comité de Défense Sociale font des démarches pour le savoir.

Sa peine directe serait terminée depuis deux années. Il mènerait là-bas — dans les conditions que vous raconta Albert Londres, dimanche dernier — l'existence si attristante des « libérés ».

Pauvre Law, a-t-il dû maudire souvent les syndicalistes et les révolutionnaires de France qui l'ont, disons-le, royaleusement laissé tomber? Pourtant, par son geste, il appartenait tout entier aux syndicats dont le devoir était de remuer ciel et terre pour l'arracher à son sort affreux.

Est-il trop tard pour tenter quelque chose

en sa faveur ? Nous ne le pensons pas. Notre honteuse négligence, qui a été si grosse, de conséquences terribles, pour ce martyr de notre cause, ne peut se perpétuer sous prétexte qu'elle dure depuis dix-sept ans.

Les deux C. G. T. s'honoreraient en prenant sérieusement en main l'affaire Law. Nous leur pardonnerions bien des choses si elles avaient à cœur, et si elles le montraient, la libération de cette autre victime de Clemenceau — un peu la leur aussi.

Duval

Un jour de 1913, notre regretté Pierre Martin, alors administrateur du *Libertaire*, reçut la visite d'un jeune homme que des militants de l'Union des Syndicats du Rhône lui adressaient.

Il s'agissait de lui marquer immédiatement notre solidarité et de lui procurer du travail. Ce fut fait.

Le jeune copain s'embaucha sur un chantier de terrassiers de Seine-et-Oise. Il devint bientôt — remarqué par son ardeur juvénile — secrétaire et trésorier de son syndicat.

Puis, il partit en emportant avec lui une certaine somme d'argent.

Pierre Martin fut enguirlandé de belle façon. Une autre fois, lui dirent quelques amis de la terrasse, tu veilleras à ne nous recommander que de vrais camarades.

A quelque temps de là, la grande presse signalait qu'un nommé Duval venait d'être arrêté à Albertville, après avoir essayé de tuer le commandant du pénitencier militaire qui déshonore cette ville.

C'était notre Duval.

Nous nous mîmes en relations avec lui et lui procurâmes un avocat.

Et voici ce que nous apprîmes : Duval, ayant été incarcéré de longs mois au Pénitencier d'Albertville, avait été le témoin des atrocités dont les chouchous se rendaient coupables envers les prisonniers.

Témoin douloureusement ému, il s'était promis à lui-même de venger, à sa sortie de cet enfer, les malheureux déshonorés martyrisés.

Siôt libre, il n'eut qu'un but : se procurer l'argent nécessaire à l'achat d'un revolver et à son voyage.

Vous savez maintenant comment il fut amené à puiser dans la caisse de son syndicat. Disons tout de suite, à l'honneur de celui-ci, que le syndicat se déclara très heureux d'avoir été volé dans ces conditions.

Duval parvint à Albertville, guetta le commandant du pénitencier dans les rues de la ville et l'aperçut enfin, accompagné d'un de ses sous-ordres. Il tira sur lui et ne le blessa que légèrement.

Traduit devant la Cour d'Assises de la Savoie, il répondit au Président qui lui demandait s'il était anarchiste.

« Je ne suis pas assez instruit pour me croire et me dire anarchiste. Mais, si j'ai, pour être anarchiste, de souffrir de la souffrance des autres et de combattre votre société, cause de tant de malheurs, alors je suis anarchiste. »

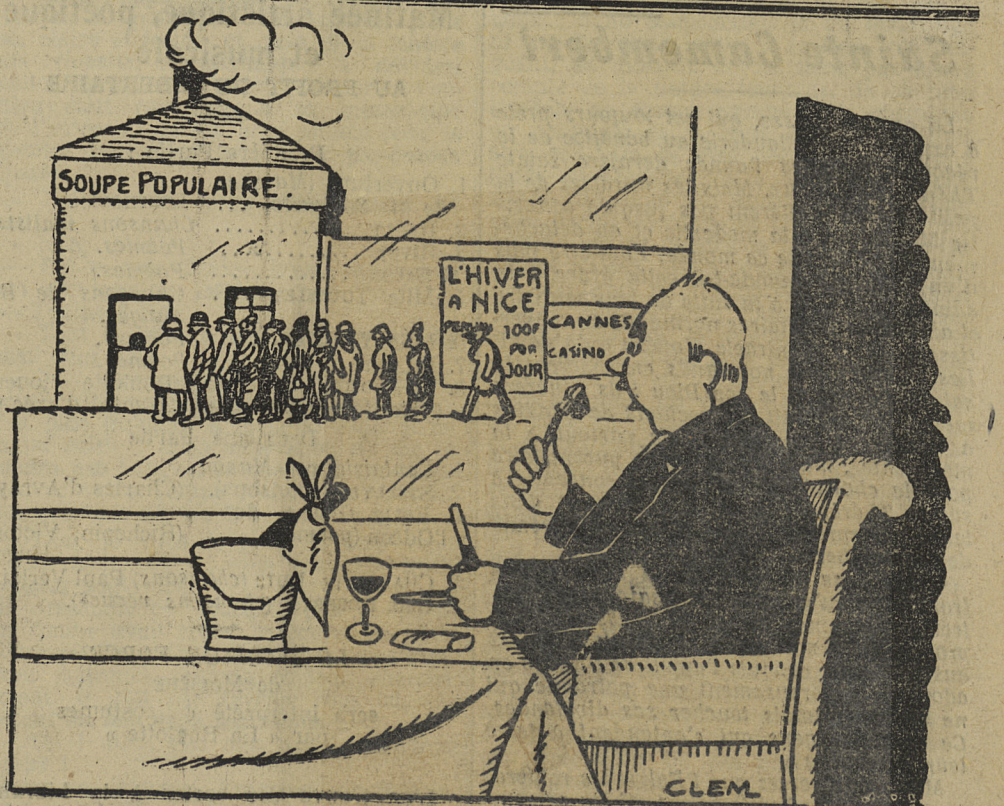
Les travaux forcés à perpétuité récompensèrent son beau courage.

Qu'est-il devenu depuis ?

Est-il mort de toutes les misères qu'on lui aura faites ? Les geôliers civils, solidaires des « gaffs » militaires, nous l'ont-ils assassiné ? Nous ne savons !

Espérons, pour nous, qu'il vit encore. Et réparons nos torts envers lui.

Car nous avons, nous, commis le crime de l'oublier, comme les deux C. G. T. ont commis celui d'oublier Law.



PARMI LES LIVRES

Puisque j'en suis aux éditions des *Humbles*, je vais encore signaler — qui d'autres le feraient ? — le numéro de novembre consacré aux *Miettes d'Histoire*, d'Ermenonville (un franc à la Librairie Sociale). Miettes d'histoire anciennes, curieuses notes de ce lecteur de Saint-Simon et de tous les mémorialistes. Mais toujours l'histoire ancienne est comparée à celle de nos jours. Un exemple :

Il y a deux cents ans.

La banqueroute qui couronna l'œuvre de Law n'est pas sans analogie avec la situation financière d'aujourd'hui et de demain. Les rares Français clairvoyants étaient traités en suspects, le mot définitif n'étant pas encore inventé. Mais un arrêt du 28 janvier 1720 fit trépasser les gens mal intentionnés qui travaillaient à diminuer la confiance publique. « Tu parles... »

L'exécration Law a répandu plus de huit milliards de papier dans le public », écrit le maréchal de Villars, qui sans doute exagère un peu. Néanmoins cela fit beaucoup de nouveaux riches, comme de nos jours. « Tout est ici d'un prix excessif : depuis un an la valeur des objets de tous genres, meubles, comestibles, vêtements, a doublé », écrivait Madame, mère du Régent.

S'il y a une différence, elle n'est pas en faveur de notre époque. D'abord parce que huit milliards de papier ne s'écroulent pas comme le cinquième de ce que le pincement a fait émettre ; ensuite, en ce temps-là tout l'or était resté en France, où malgré les édits du Régent, il demeurait caché, tandis qu'aujourd'hui il a passé le détroit ou l'Océan ; enfin parce qu'en ce temps-là, du moins la folie ne s'accompagnait pas de l'égorgement ou de la mutilation d'un cinquième de la population mâle.

« Beaucoup de gens cachèrent leur argent avec tant de secret, qu'étant morts sans avoir pu dire où ils l'avaient mis, ces petits trésors sont demeurés enfouis et perdus pour leurs héritiers. » (Saint-Simon, Mémoires, année 1720).

Voici un couplet que l'on chantait alors :

Voulez-vous savoir en quoi diffère
De Mazarin le ministère,
Et de Law le futur pécuni ?
L'un ne jure que la Régence,
Et par l'autre tout est fini.
Le Régent, l'Etat de nos rentes.

Et nous camarades, que chanterons-nous ?

Un rédacteur à l'*Action Française* parlant de cette brochure, avoue qu'Ermenonville est très fort en histoire. Et il ajoute que la royauté sort grandie de la comparaison avec la démocratie actuelle. Moi je veux bien. Mais pourquoi ne pas citer ? Pourquoi ? Par exemple, les lignes ci-dessus !

Mais tout simplement parce que Daudet-la-Frousse est le grand ami de Poincaré et de Mme Henriette, née Mossbauer. Et qu'il préfère, ou du moins qu'il aime autant, le règne de Raymond que celui de Gamelle !

INTERDITE, par Pauline Laveau-Becker (née Ruel), co-propriétaire du Bazar de l'Hôtel-de-Ville (sic). A grand renfort de

manchettes sensationnelles, de bandes flamboyantes, ce livre cherche à séduire le lecteur aux avantures, aux librairies des gares. Et l'auteur affirme qu'il fut saisi : diable, quand on saisis un journal d'avant-garde, il ne reste point si longtemps en vente ! Et notre *Libertaire*, même non saisi, ne connaît point pareil affichage.

Mme Pauline Laveau-Becker croit que pas un Français, pas une Française, n'a le droit d'ignorer (sic) comment ses héritiers vouturent la dépouiller de cent millions (re-sic). Comme il y a vraisemblablement quelques Français et Françaises parmi les lecteurs du *Libertaire*, je me vois donc forcé de vous parler de ce livre écrit pour éclairer la consciencieuse religion (re-re-sic) des hauts magistrats composant la Cour de Cassation...

Les héritiers de Mme Pauline, etc., etc., prétendent qu'elle est folle parce qu'elle a épousé son poilu, un type sans le sou. Moi, cela ne me convainc pas. Mais il y a la phrase ci-dessus : la consciencieuse religion... Et ça, c'est une rude présomption de faiblesse cérébrale !

Hier, je lisais par hasard dans *Le Matin* un époustouffant article du fameux Ch. Nordmann. Selon ce savant (?) célèbre, les continents actuels flottent sur une base fluide mais plus dense (comme les cailloux que l'on jette sur le bitume encore moulasse). Et jadis, ils étaient tous collés les uns aux autres. Donc pas d'Atlantide : *Le Matin* qui dit tout l'a décrié hier.

J'avoue que Ch. Nordmann ne m'a pas séduit. Je venais justement de lire le copieux volume que Roger Dégne consacre à l'ATLANTIDE (Crès, éditeur). Bien entendu, il ne s'agit point de l'Atlantide que Pierre Benoit place au milieu du Sahara. Mais de ce continent enfoui au milieu de l'Atlantique et dont Roger Dégne prouve l'existence. Preuves historiques, géographiques, ethniques, rien ne manque à ce volume richement édité, avec de nombreuses gravures. Il se lit comme un roman d'aventures. Et l'ayant lu, je ne suis pas loin de croire, avec Roger Dégne, à l'existence de ce Royaume du Soleil, enseveli par le déluge, et dont des Noés multiples sauvèrent au Mexique, au Pérou, en Egypte, quelques fragments de la supérieure civilisation.

Je recommande ce livre à ceux qu'intéresse le problème de nos origines, qui aiment se perdre dans les vastes rêveries. Ils parcourront — avec un pilote de choix — un monde merveilleux et qui a peut-être bien existé. Ils oublieront durant quelques heures le nôtre qui vraiment ne mérite guère, lui d'exister.

Maurice WULLENS.

P.-S. — Je ne reviens pas souvent sur les coquilles de mes précédentes lignes. Mais tout de même, j'espère que mes lecteurs auront compris que les poèmes érotiques de Docteur Angeline n'avaient rien d'exotique, comme l'a mis un linotypiste facétieux. Et j'avais écrit — non conseillé ! — une phrase du roman de M. Deberly.

LE CONGRÈS ANARCHISTE du Nord et du Pas-de-Calais

Dimanche 27 janvier, s'est tenu à Lens, le Congrès des anarchistes de la région du Nord.

Étaient représentés : les groupes de Calais, Lens, Roubaix, Lille, Croix-Wasquehal, Harnes et Liévin (groupe espagnol). A titre individuel, nombre de camarades étaient venus d'Hénin-Liétard, Wattrelos, Marquette, Rouvroy.

Au début de la séance du matin, un débat s'engagea sur une motion présentée par Périé en faveur de l'amnistie générale mondiale et contre les assassins responsables du crime de la Grange-aux-Belles. Après l'intervention des camarades de Calais, Hénin, Roubaix, etc., cette motion dont le fond est approuvé par tous, est remaniée quant à la forme. Nous la publions d'autre part.

L'ordre du jour commence par le rapport moral et financier de la Fédération, présenté par Poulet.

Périé demande que la Fédération soit autre chose qu'une boîte aux lettres, qu'elle ait plus d'activité et qu'elle s'inspire des possibilités de propagande de l'heure présente.

Wastiaux montre le manque d'esprit d'organisation de certains camarades. Ce qu'il faut, c'est une liaison étroite entre tous les groupes qui constituent la Fédération et l'organe de celle-ci : le *Combat*. Il demande aux copains de ne pas oublier le point de vue financier indispensable à toute bonne besogne.

Avant la lecture du rapport moral du *Combat* fait par Périé, le délégué de Calais vient expliquer le point de vue de son groupe. Réservons toutes nos énergies pour le *Libertaire*. Qui trop embrasse mal étreint. Soutenons d'abord le quotidien anarchiste. Ce point de vue est soutenu par le copain d'Hénin-Liétard. A tour de rôle : Wastiaux, Bridoux, Périé, Meurant, Cleton, Thieffry, etc., remettent les choses au point.

S'il y a des critiques à faire sur quelques petites questions de détail, s'il est nécessaire de remanier et d'améliorer notre mensuel ; lui permettre de serrer l'actualité de plus près en paraissant bimensuellement, il est une chose évidente : le *Combat*, organe de pénétration anarchiste dans les masses ouvrières est absolument indispensable pour cette région industrielle et populaire.

Cette argumentation solide fait une forte impression sur les amis de Calais et d'Hénin.

Après le compte rendu financier fait par Vigneron, Périé et Meurant montrent l'esprit d'initiative et l'énergie apportés par les copains qui ont eu la charge d'administrer le journal jusqu'à ce jour.

Sur la question d'une parution bimensuelle, les congressistes ont le grand plaisir d'entendre l'ami Sébastien Faure apporter des précisions et des explications sur la façon d'imprimer un journal. Il conclut en engageant les amis du Nord à préparer le terrain pour paraître deux fois par mois et en continuant à le faire imprimer à Lille.

Après un long débat sur les améliorations à apporter au *Combat*, au cours duquel bon nombre de camarades prennent la parole, le Comité de rédaction du journal est ainsi constitué :

Rédaction : Hoche Meurant, 1, rue d'Arcole, Croix (Nord) ; administration : Achille Vigneron, rue des Ogiers, Croix ; gérance : Paul Cleton.

Membres du Comité : Bridoux, Oscar Descamps, Iste-Art, Paul Thant, Arthur (Roubaix).

Après avoir liquidé à fond la question du *Combat*, l'on aborde la réorganisation sur de nouvelles bases plus solides de l'organisation fédérale des deux départements.

Tous les groupes prennent part à la discussion, chacun exposant sa conception en toute franchise. Nous avons le réconfort d'entendre les camarades espagnols nous assurer de leur solidarité morale, matérielle et effective, autant que faire se pourra.

Une liste proposée par un camarade pour la constitution du nouveau comité d'initiative est adoptée. Elle est ainsi conçue :

Roubaix : Wastiaux et Verriest.
Croix-Wasquehal : Rigolle et Boulet.
Lille : Cleton et Thieffry.

Le C.I. désignera lui-même son secrétaire.

Oscar Descamps sera sollicité pour tenir la librairie du *Combat*.

Le groupe artistique de l'Aube Nouvelle, secrétaire : Albert Périé, rue Delrué, Wasquehal, se met à la disposition des groupes pour y donner des concerts et fêtes au profit de la propagande.

Avant de nous quitter, notre ami Sébastien Faure, à la demande des congressistes, nous fit une chaude allocution. Il traita de la situation morale et budgétaire de notre quotidien. Malgré l'aridité de ce sujet terre-à-terre et bourré de chiffres, notre vieux copain touche son auditoire et bon nombre de nos amis de tout âge étaient profondément impressionnés.

Félicitons les anarchistes présents de leur bonne camaraderie et réjouissons-nous de cette journée bien accomplie !

A l'œuvre, les amis ! Il y a du travail devant nous, car nous devons réaliser les décisions de ce congrès et accentuer la lutte pour la réalisation de notre noble idéal.

Hoche MEURANT.

MOIION

Les groupes et les individualités du Nord et du Pas-de-Calais, réunis en Congrès, envoient leurs sympathies et leurs saluts libertaires à toutes les victimes des régimes autoritaires quels qu'ils soient ;

Demandent que les anarchistes du monde entier fassent le plus de propagande possible en faveur de tous les emprisonnés ;

Félicitent le *Libertaire* d'avoir commencé sa campagne en faveur de l'amnistie, que tous les anarchistes doivent appuyer de toute leur énergie ;

Protestent énergiquement contre les procédés employés par les politiciens dits communistes qui n'hésitent pas de sortir de leur Maison syndicale, les militants syndicalistes à coups de revolver ;

Déclarent de ne plus tolérer les éléments responsables de l'assassinat de nos camarades Poncet et Clos.

Les anarchistes rendront responsables les gros manitous du Parti Communiste, de toutes les attaques et provocations qui sont employées contre eux.

AUX HASARDS DU CHEMIN

Propos d'un Paria

Hilare, le vieux s'apprêtait certainement à m'envoyer quelque chose de son cru, touchant à l'actualité. Je pris les devants.

— Mon vieux compagnon, j'ai de graves reproches à t'adresser. La verdeur de ton vocabulaire, l'outrance de certains qualificatifs, les expressions populaires ont sur les oreilles délicates des effets désagréables. Certes, on ne méconnaît ni ta sincérité de vieux travailleur, ni le bien-fondé de tes appréciations qui sont toujours marquées au coin du plus pur bon sens ; mais il serait préférable que tu t'exprimes en des termes un peu plus adéquats à l'époque que nous traversons, époque qui est, nul autre que toi ne se permet d'en douter, hautement artistique, scientifique et littéraire. Les hommes d'aujourd'hui veulent bien être exploités, brimés, voire assassinés, mais à condition que tout cela soit fait avec la plus extrême politesse. Il sied par conséquent d'user du même procédé envers ceux qui sont nos maîtres.

Ayant dit, j'attendis curieusement la réponse. Le vieux se tordait littéralement. J'aimais mieux cela. Quand il fut un peu remis, il s'exclama :

— Eh bien, mon p'tit, j'te le dirai franchement, pendant un moment tu m'as foulu la trouille. Je m'disais, pas possible, il est complètement louf ! Ça n'a pas duré. J'ai pas les miettes dans mes vagues, et j'ai repéré tout de suite le flambeau. T'as voulu m'mettre en botte ? Vas-y, mon gars, amuse-toi !... Tu veux que j'soye distingué, ou le sera.

Tiens, quand t'es arrivé, j'étais en train d'me marrer, rapport à une tartine de l'Action Française qui m'était — r'lait !... tu vois que j'fais bien quand j'veux — le nouveau sapement de Monsieur Charles Maurras. Huit marques ! une paille. Qu'est-ce qui va prendre le chat-fourré qui lui a servi ça !... S'il qu'avait huit jours, y sera aussi vendu aux boches que n'importe lequel de ceux qui veulent pas couper dans les combines d'haricots à Gamelle — sans doute parce qu'ils en ont d'autres qui rapportent autant.

Juit marques ! Veux-tu que j'te dise, eh bien, c'mec-là les tirera pas.

Poincaré peut pas laisser tomber comme ça ses meilleurs amitiés. L'on-ils assez porté aux nues — le grand Lorrain —, le grand Français —, le sauveur de la Patrie —. Le grand Lorrain qu'est haut comme trois pommes, le sauveur de la Patrie, mais qui a surtout sauvé ses oignons en prenant le dur pour Bordeaux. S'il que le Poincaré va trouver un truc pour tendre la perche à son vieux Charlot. Comme y peut pas tout de même faire voter par ses phénomenes du Palais-Bourbon, une amnistie spécialement pour Monsieur Maurras, y s'aurait bien qu'y ail du bon pour les copains.

J'sais bien qu'y s'en lâcheront le moins possible et que ce sont encore les gros financiers, et les mercantis empoisonneurs qui profiteront de l'occasion. Aussi j'crois qu'ça va être à nous d'en fout' un bon coup et d'appeler à la rescousse tous les bons bougres, anarchos ou pas anarchos, pour qu'y s'ait un palpitant. Pour sortir du trou tous les pauvres gars, pour les tirer des sales pattes des gaffes, pour les arracher à la camarade qui t'as quette, qui les attend, la vache, pour les rendre à tous ceux qui les aiment et qui châtient devant leur portrait, y devrait y avoir personne pour rendre.

Cui qui s'dit révolutionnaire, et qui s'contente de s'les rouler en lisant son canard. Cui qui va, qui vient, qui respire le grand air, qui vit peiné au milieu de sa famille, qui peut jacter avec ses copains, s'y vient pas avec nous pour tâcher de sauver ceux qui entre les quatre murs d'une cellule désespèrent, et il y a de quoi, de l'humanité, eh bien, c'est là, moi j'te dis qu'y m'dégoûte, qu'il est aussi salaud qu'un bourgeois et qu'il est pas plus révolutionnaire que Poincaré ou Cachin. C'est du bêtail à procession.

Ça va à honorer les morts et ça laisse crever les vivants. Mais tout ça, c'est là joute aux chefs, aux maîtres, aux rédempteurs qui empoisonnent le populo avec leur salété de politique. A ceux-là, personne m'empêchera d'eux gueuler que j'es emmerde et que sans eux et contre eux, y j'aurais bien qu'on arrache l'amnistie aux gouvernants. Si on n'est pas beaucoup, on s'attrapera sur la qualité.

Tu vois, mon gars, que j'sais à' poli quand j'veux !...
Pierre MUALDES.

Tiens, tiens !

— Allô, allô, le *Libertaire* ?
— Oui !
— C'est l'humanité ?

— Très honoré, chère consœur. Quelle surprise de vous entendre au bout du fil ! Qu'y a-t-il pour votre service ?

— Voilà. Un de nos rédacteurs a ramassé, par mégarde, deux convocations destinées au *Libertaire* : une des Transports, l'autre du C. I. des V et V.

Nous prenons note, et, pour nous, l'incident est clos. Mais n'allez pas dire que c'est quelqu'un du *Libertaire* qui a « subtilisé » des avis adressés à l'humanité !

La consœur répondit en accrochant le récepteur.

Les pavés de l'ours.

L'ours est moscovite et s'appelle Boï. Sa manie est de lancer des pavés dans le journal fondé par Jaurès.

Voici ceux d'hier :
« Le directeur (de journal) est un journaliste qui a réussi, c'est-à-dire qui a commis beaucoup de malhonnetetés. »

Qu'en pense Cachin, directeur de l'Humanité ?

Continuons :

« Il n'y a pas un journaliste qui puisse écrire ce qu'il veut si cela déplaît, soit au directeur, soit à l'administrateur, soit au bulletin financier. »

Ce terrible Souvaine est sans pitié pour les Rosmer, les Monatte et autres Dunois qui tient par le « bulletin financier. »

Tout de même, est-ce bien intelligent de révéler les trucs de la maison comme il le fait ?

Molière chez les jaunes.

Il n'est pas question ici des jaunes de la rue Lafayette, mais des hommes de race jaune. Ces derniers ont en effet un vif amour pour Molière, si nous en croyons Comadina.

Il paraît que Molière a été traduit chez les Annamites, et que ceux-ci assistent avec le plus grand plaisir aux représentations des *Fourberies de Scapin*, du *Bourgeois Gentilhomme*, du *Malade imaginaire*, etc. Tout dernièrement, à la fête commémorative de l'Université indochinoise, qui fut présidée par M. Joubert, recteur de cette Université, les étudiants annamites interprétèrent l'Avare sur la scène du Grand-Théâtre de Hanoi.

Bah ! Le génie de Molière est universel, et il n'y a rien d'extraordinaire à cela. Et, là-bas comme ici, beaucoup doivent se reconnaître dans un *Tartuffe* ou un *Georges Dandin*...

La Vie des Lettres

PETITES NOUVELLES :

— Le prix Pierre Corroard a été attribué à M. Albert-Jean pour son livre : *La Vallée de Larmes*.

— On réédite en deux volumes (Fasquelle et Flammarion, éd.) : *La Femme aux XVIII^e Siècle*, par Edmond et Jules de Goncourt.

— A l'Atelier (6, place Dancourt), le 2 février, causerie de M. Edouard Dujardin, sur Stéphane Mallarmé.

NOTULES :

— La Commémoration de Stéphane Mallarmé. — La revue *Les Cahiers idéalistes* consacre presque entièrement son cahier de janvier à Stéphane Mallarmé.

En quelques pages curieuses, M. Joseph Caillaux rappelle ses souvenirs d'enfance, ces temps où, jeune élève du lycée Fontanes, il suivait le cours d'anglais de Mallarmé. Il revoit le professeur : « des yeux bleus, d'un bleu gris, d'un bleu indéfinissable ! Transparents à l'ordinaire, limpides comme l'eau d'un lac, ils s'embuent parfois de mystère. » Il remarque « la douceur du regard contrastant avec la raideur d'une attitude figée, avec je ne sais quel hiératisme dans le maintien. » Et il se souvient des élèves : « De la particulière gravité de Mallarmé, les enfants se gaussent. Ils devinent que le maître s'est composé un personnage. C'est tout de même un brave type », disent-ils entre eux. Et tu sais, ajoutent-ils, on peut chahuter dans sa classe. »

Et M. Joseph Caillaux rappelle, non sans charme, cette classe mi-bruyante, mi-étouffée.

Après avoir regretté de n'avoir pas fréquenté le salon de Mallarmé, M. Caillaux termine : « Aujourd'hui, les appétits auxquels la guerre a laissé le champ libre dévastent le monde. Une grande civilisation risque de s'effondrer sous la poussée des basses passions. Dans la solitude où je suis confiné il m'arrive parfois de rêver une fresque à la Puvis de Chavannes. Au premier plan du tableau symbolique j'aperçois un groupe, un mince groupe d'hommes de bonne volonté, de ceux auxquels le Christ a promis une paix, que son église militante ne s'acharne pas précisément à obtenir. Sur ces hommes fondent de toutes parts, se ruent de tous les coins les Burgivars modernes et la longue suite des pillards d'épaves qu'ils traînent derrière eux. Les chevauchées des féodaux ceinturés d'or et de la tourbe qu'ils entraînent emplissent l'horizon. Le groupe exige des sages sera-t-il submergé ? L'esprit triomphera-t-il de la grossièreté, de la barbarie ? Assaili par le doute, je me remémore la sentence de Stéphane Mallarmé que, tant de fois, j'arborai silencieusement en moi-même comme un pavois et où s'exprime une si douloureuse connaissance des ressorts secrets de l'âme de nos contemporains : « Encore qu'à chacun suffirait, peut-être, pour échanger toute pensée humaine, de prendre ou de glisser, dans la main d'autrui, en silence, une pièce de monnaie. »

Où aller ce soir ?

Cette rubrique n'est pas une affaire de publicité. Quand bien même un directeur de théâtre nous offrirait cent millions pour y annoncer un spectacle pornographique ou les représentations d'une pièce malfaisante pour l'individu, nous ne signerions pas son établissement.

Mais nous recommandons ici, gratuitement, tous les théâtres où se jouent des œuvres dignes de l'attention des lecteurs du « *Libertaire* ».

Théâtres lyriques

OPERA. — 20 h. 30 : Antan.

OPERA-COMIQUE. — 20 h. 30 : Lakmé.

VARIETES. — 20 h. 30 : Ciboulette (musique de Reynaldo Hahn).

TRIANON-LYRIQUE (boulevard Rochechouart). — 20 h. 30 : les Saltimbanques.

Drames, Comédies et Genre

COMEDIE-FRANÇAISE. — 20 h. 30 : Monna Vanna.

ODEON. — 20 h. 30 : le Marchand de Venise.

THEATRE CORA-LAPARCERIE. — Relâche.

VAUDEVILLE. — 20 h. 30 : La Femme nue, de Henry Bataille.

NOUVEL-AMBIGU. — 20 h. 30 : Ma Tante d'Honfleur.

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES. — 21 h. : Amédée et les Messieurs en rang : Knock ou le Triomphe de la médecine.

THEATRE DES ARTS. — 20 h. 30 : l'Epreuve du bonheur.

VIUX-COLOMBIER (21, rue du Vieux-Colombier). — 20 h. 45 : la Maison natale.

MONTMARTRE-ATELIER (place Dancourt). — l'Eventail, l'Occasion.

ALBERTI. — (troupe du Canard sauvage). — 21 h. : Coq d'or.

THEATRE DES MATHURINS. — 20 h. 45 : Ce que Femme veut.

Cabarets artistiques

LES NOCTAMBULES. — A 21 h. Les chansonniers Xavier Privas, Vincent Hyspa, Jack Cazol, etc. « Ce sont les pitres », revue.

LE CARILLON. — A 21 h. La Revue.

LE GRILLON (43, boulevard Saint-Michel). — A 21 h. Les chansonniers Jean Rieux, de Soutter, Remonin, etc. et la revue « T'es bête ».

LE GRIGNIER DE GRINGOIRE (6, rue des Abesses). — A 21 h. Charles d'Avray et ses chansonniers.

Qui donc a dit cela ?

— Les petits porteurs, qui avaient, par exemple, en 1914, 80.000 francs-or de capital et 3.000 francs-or de rente voient, en 1923, leur capital tomber à 18.500 francs-or et à 1.000 francs de rente.

Donc, leur misère est aussi évidente que celle de la classe ouvrière.

Qui donc s'intéresse si bien aux « petits porteurs » de 80.000 francs-or en 1914 et qui compare « leur misère » à celle de la classe ouvrière ?

C'est Georges Lévy, député communiste du Rhône, ainsi qu'en témoigne le compte rendu de la Chambre, séance du lundi 23 janvier. Et c'est au nom d'un parti qui se dit révolutionnaire et lutte « les classes que Lévy a dit ces paroles à la Chambre, en déposant une motion d'aujourd'hui.

Les petits porteurs ou rentiers qui, en 1914, possédaient un capital de 80.000 fr., étaient des parasites-capitalistes. Vouloir les identifier avec la classe ouvrière, c'est commettre la même erreur et la même hérésie que de confondre parti communiste et prolétariat révolutionnaire.

A-COTÉS

Sainte Camembert

La grande presse, qui est toujours prête à exploiter la badauderie au bénéfice de la réaction, a lancé l'année dernière sainte Thérèse de Lisieux. Mais les miracles de la petite sainte n'allèrent pas jusqu'à convertir M. Chéron à la modestie et au détachement des biens de ce monde. Peut-être plus d'un pèlerin demanda-t-il cette grâce à la sainte, pour que, à la suite de leur ministre et ami les propriétaires normands se convertissent. Mais le miracle n'opéra qu'à demi. Les propriétaires normands encensèrent la sainte, l'église et le bon Dieu ; ils vouèrent même par surcroît ces cochons de citadins à l'Enfer et les pauvres de partout à la mort lente ; mais tout ce qu'ils purent faire pour la charité de Dieu fut de consentir à sainte Thérèse des actions d'appart dans leurs entreprises. Ils en firent la patronne des camemberts.

L'Eglise se réjouira de la consécration fromagère qu'elle apporte à sa sainte une confrérie d'hommes riches et puissants. Les propriétaires normands se féliciteront, eux aussi, d'avoir conquis l'appui de l'Eglise en adoptant généreusement une patronne qui ne viendra jamais toucher ses dividendes. Ce sont des gens qui s'entendent à faire leur « fromage ».

Mais vous verrez que l'Eglise les roulera, tout Normands qu'ils soient, si les camemberts de « sainte Thérèse » se vendent bien, les curés sauront rappeler qu'ils sont sur

la terre des fondés de pouvoirs des saints et que c'est pour eux que la dime se versait. Le patronage d'une sainte, monsieur Chéron, cela vaut bien de temps en temps un fromage. Chacun le sien, n'est-ce pas, pour la plus grande gloire de Dieu, dans la sainte Eglise de la Mercerie. — CHAB.

APRES LA TUERIE DE LA GRANGE-AUX-BELLES

Goutière remercie ses camarades

Le camarade Goutière remercie bien sincèrement les compagnons anarchistes ou syndicalistes, pour la solidarité effective dont ils ont fait preuve à son égard, et à laquelle il a été très sensible.

Il espère d'ailleurs, d'ici quelques jours, être de nouveau parmi nous pour reprendre le bon combat.

DIMANCHE 3 FÉVRIER

Salle des Fêtes de la « Bellevilloise », 23, rue Boyer (métro-Martin-Nadaud) à 2 h. 30 précises

Matinée artistique, poétique et musicale AU PROFIT DU LIBERTAIRE

Première Partie :

1. Ouverture (Marche de la Sérénade) ... BEETHOVEN.
2. RAULT Chansons réalistes.
3. RIVET Poèmes.
4. SALON Poèmes.
5. MILLE TOUTELET Chansons de Branger.
6. MILLE Y. SALON Poèmes.
7. PILARD Poèmes.
8. Le trio musical de la « Roulotte » jouera (Trio de Mendelssohn) (30 min. d'exéc.).

Deuxième Partie :

1. Fantaisie sur Manon, de STELLYS (chansons). (Charles d'Avray).
2. FÉLIX GIBERT, de l'Odéon (poèmes). (Richepin, Victor Hugo).
4. CHARLOTTE LUTZ (chansons) Paul Verlaine.
5. GÉO ROBERTS (chansons vécues).

LE MARIAGE FORCE

de MOLIERE sera interprété en costumes par « La Roulotte »

L'on trouve des cartes à la Librairie Sociale, 9, rue Louis-Blanc. — Prix d'entrée : 3 francs.

A travers le Monde En lisant les autres...

CE QUI SE PASSE

La grève des cheminots anglais est terminée. A l'heure où paraîtront ces lignes, les mécaniciens et les chauffeurs auront repris le travail, et tout sera entré dans l'ordre, en Grande-Bretagne.

Les travailleurs des chemins de fer n'ont pas une absolue satisfaction. Les pourparlers ont recommencé entre les représentants ouvriers et ceux des compagnies, et les résultats ne seront sans doute connus que dans quelques jours.

Il est sans doute très préférable que les ouvriers ne reprennent l'outil que convaincus qu'il sera répondu favorablement aux revendications qu'ils avaient posées. Mais la politique a de nouveau joué son rôle néfaste, et la division qui existe dans les unions syndicales anglaises, a obligé les grévistes à se courber plutôt que de tout perdre.

Le Gouvernement travailliste, lui, continue son action diplomatique, et la reconnaissance des Soviets que l'on espérait dans les cercles officieux pour ces jours-ci, a été retardée.

Mais nous n'avons aucun doute à ce sujet, puisque Mussolini a reconnu les Soviets, les autres gouvernements peuvent y aller sans crainte.

Pendant que le Gouvernement allemand, par l'intermédiaire de son ambassadeur à Moscou, dépose des fleurs sur la tombe de Lénine, la police d'Empire, sous l'autorité de ce même gouvernement, arrête cinquante-cinq communistes dans une auberge de la banlieue de Hambourg. La police du Reich avait été prévenue qu'une assemblée secrète de communistes devait se tenir la nuit dernière, et la descente inopinée de la police ne permit pas aux camarades de s'enfuir.

Nous continuons à ne pas comprendre qu'un Gouvernement, qui se déclare solidaire du prolétariat, entretienne des amitiés avec les ennemis avoués de la classe ouvrière.

Il est vrai que la Russie détient dans ses prisons des milliers de révolutionnaires; et si nous nous refusons à comprendre son attitude, nous n'en sommes nullement étonnés.

En France, la situation est plutôt embarrassée, mais les ministres du « Bloc National » n'ont néanmoins aucun désir de quitter le pouvoir, et de le céder à leurs amis de gauche. M. Poincaré a triomphé des attaques platoniques de ses adversaires, et les décrets-lois donnant au premier ministre l'autorité d'un dictateur, seront promulgués avant peu.

Si la situation du Proletariat empire, c'est qu'il l'a voulu, car l'exemple de l'Italie aurait dû lui ouvrir les yeux, et le fascisme n'a jamais été aussi menaçant en France qu'à l'heure actuelle.

La vie augmente, le franc baisse, les libertés accordées par l'Empire sont violées par la République, et le peuple français se laisse dépasser, sans un mot de protestation. Tant pis pour lui. Lors qu'il se réveille, il sera trop tard, et toute plainte sera alors inutile. Le régime de la trique triomphera. Le prolétariat l'aura voulu.

ANGLETERRE

LA GREVE DU RAIL EST TERMINEE

C'est à 4 h. 15, après quatorze heures de discussion, qu'un accord est intervenu dans le conflit des chemins de fer.

Le communiqué officiel qui vient d'être publié, dit que les conditions du règlement ont été arrêtées et que l'accord s'est fait pour la reprise du travail. Les détails du règlement seront publiés ultérieurement.

Quatre cent soixante télégrammes ont été expédiés immédiatement aux diverses sections des grévistes, pour avertir de la reprise du travail.

Les compagnies, comme on s'en doutait bien ont dû courber les poches. Nous donnerons plus de détails demain sur les conditions de la reprise du travail.

APRES LA GREVE

Londres, 29 janvier. — Aux termes de l'accord qui a mis fin à la grève des chemins de fer, les compagnies font quelques concessions aux mécaniciens et chauffeurs, notamment à ceux des très grandes lignes, dont le salaire a été réduit par la décision récente de la commission de fixation des salaires.

INDES

96.000 OUVRIERS EN GREVE

On annonce de Bombay que soixante-trois filatures ont cessé le travail; le nombre des grévistes s'élève actuellement à 90.000.

Ce matin, les directeurs ont annoncé que les filatures resteraient fermées jusqu'au 4 février, et que si à partir de cette date le travail n'est pas repris sans condition, la fermeture sera prolongée pour quinze jours.

Ce sont bien là procédés de patrons. Mais les grévistes ne se laisseront pas intimider par de semblables mesures.

BELGIQUE

H. BORDEAUX EN TOURNEE

M. Henri Bordeaux, de l'Académie Française, a donné hier après-midi, à Bruxelles, une conférence sous les auspices des grandes conférences catholiques, sur « l'amitié de Saint-François de Sales et de Sainte Jeanne de Chantal ».

Voilà, certes, de la bonne propagande pour la littérature française. Et les Belges peuvent être fiers d'avoir entendu le R. P. Henri Bordeaux dans son répertoire.

ITALIE

UN DISCOURS DE MUSSOLINI

Au cours de la manifestation fasciste de Rome, Mussolini a fait un discours où il affirmait, en terminant : « J'ai conscience d'avoir rempli mon devoir. Je prête serment à la mémoire de tous nos martyrs que lorsqu'il s'agit de la patrie et du fascisme, nous sommes prêts à tuer comme à mourir ».

Nous prenons bonne note de ces déclarations et nous saurons en tenir compte à l'occasion.

ALLEMAGNE

LE CHOMAGE

M. Braun, ministre du travail, prenant la parole à Essen, a déclaré qu'au 15 janvier, le nombre des chômeurs complets était d'environ 3 millions et le nombre des ouvriers chômant partiellement de 1 à 1 million et demi. La moitié de ce chiffre s'applique aux territoires occupés.

Beau résultat en vérité !

POLOGNE

LE FASCISME S'ORGANISE

Le Kurjer Poznanski fait d'intéressantes révélations relatives à la création d'une nouvelle organisation militaire et monarchiste allemande qui a pris le nom d'Ordre de la Jeune Allemagne (Jugenddeutscher Orden) et qui doit continuer les traditions guerrières de l'ancien ordre des Chevaliers Teutoniques. Cette nouvelle organisation se développe surtout en Prusse Orientale où elle est devenue une véritable force militaire qui lutte ouvertement contre le régime républicain. Les manifestations très fréquentes qu'organise le nouvel ordre teutonique se déroulent suivant les rites pratiqués jadis par les Chevaliers Teutoniques et bénéficient des concours de la Reichswehr et ainsi que d'autres organisations officielles du Reich. Au cours d'un meeting qui a eu lieu, dimanche dernier, à Malborg, ancienne capitale de l'ordre teutonique, a pris la parole, M. Gramsch, grand maître du nouvel ordre, qui est venu spécialement de Berlin pour exposer le programme de l'ordre et tracer le plan de son activité. Ce plan, a-t-il dit, peut se résumer en quelques mots : libérer l'Allemagne de ses dirigeants actuels et reprendre toutes les provinces que l'Allemagne a perdues pendant la dernière guerre : en premier lieu l'Alsace-Lorraine et Dantzig.

Il est temps, décidément, de prendre des mesures si l'on ne veut pas que le fascisme s'organise et se ramifie chaque jour un peu plus par-dessus des frontières.

Logique de Polichinelle

Il y a longtemps que le mal est signalé. On connaît quels rebuts de l'Ecole de Droit montent sur les tréteaux de la magistrature assise. Pendant que les sujets brillants ouvrent des cabinets d'éloquence et d'affaires, les fruits secs entrent dans la judicature, rendent des sentences de carnaval et, devenus, à leurs tours de bête, conseillers ou présidents, fabriquent un arrêt comme celui d'hier qui tire le canon contre les idées qu'il ne saurait discuter...

Qui juge si sagement les marchands de sentences et d'arrêts ? Est-ce un écrivain anarchiste au lendemain de la condamnation d'un Lorréal ?

Non, mille fois non ! C'est M. Maurras, au lendemain de la condamnation de M. Maurras.

Eh bien, même dans ces circonstances, nous ne cessons de contresigner la sévère et juste appréciation du théoricien de l'Action Française, sur les néfastes panthons de la magistrature. Et c'est bien là tout ce qui nous différencie, M. Maurras et nous. Car le « royal penseur » cesse vite de trouver odieux les gens de robe, dès qu'ils consentent à condamner ses ennemis.

Pauvre logique, misérable dialectique, sans cesse à la merci des coups de bâtons reçus ou donnés, avec la complicité du commissaire et de ses gendarmes.

Logique de Polichinelle !

Les décrets-lois, c'est la dictature

Dans le Quotidien, M. Pierre Lehaut dénonce le danger des décrets-lois, dont la menace a comme un avant-goût de fascisme administratif, bien propre à satisfaire les réactionnaires de France moins enclins à la bagarre que les bandes de Mussolini.

Les décrets-lois, c'est la dictature. Ce n'est pas pour les besoins de la polémique républicaine, si légitime soit-elle, que nous le disons. Nous le disons parce que c'est la « vérité juridique ».

Le décret-loi, écrit le célèbre répertoire de droit de Fuzier-Herman, c'est « l'absorption du législatif par l'exécutif ».

Ces textes, ajoute-t-il, se rapportent toujours à des « époques troublées ».

Nulle de ces époques ne fut plus troublée que celle qui a suivi le coup d'Etat du prince-président, en 1851.

Du 2 décembre 1851 au 29 mars 1852, Louis Bonaparte régna et gouverna par décrets-lois. Il fit ce qu'il voulait, avec le blanc-seing que le pays lui donna avec un aveuglement qui le conduisit à Sedan.

Lui aussi parlait d'ordre et d'économie ! Le vocabulaire des ennemis de la liberté est peu varié.

Les tribunaux légalisèrent, par la suite, les interventions les moins légitimes du prince-président, les plus évidemment contraires à l'équité et à la liberté : le répertoire Fuzier-Herman écrit avec une feinte naïveté que cette législation, rendue facile par un article de la Constitution du 14 janvier 1852, s'étendit... « même aux décrets-lois qui instituèrent ou rétablirent des juridictions spéciales précédemment abolies régulièrement » !

Les cours prévôtales, simplement.

Le décret-loi, c'est le désordre. C'est le désordre : la République est le règne des lois. Dès qu'elle cesse d'assurer ce règne, elle perd tout droit à ce nom : c'est la dictature.

Le décret-loi dans les circonstances actuelles, ce serait une offense permanente à la mémoire de ceux qui nous ont précédés dans la difficile élaboration d'un régime de liberté.

Il est l'arbitraire et l'iniquité : tous les droits acquis pourraient être bouleversés, rien qu'avec une signature.

Sous le fallacieux prétexte d'une réforme judiciaire, ce sera « l'épuration de la magistrature ».

Elle ne sera pas épurée dans un sens républicain !

Le régime du décret-loi renforcerait la menace de dictature que le Bloc National fait peser sur nos institutions.

Le gouvernement commencera par user des décrets-lois pour faire des économies : puis il touchera aux droits de ceux que l'on qualifie de « gènes », de turbulents ou d'antipatriotes ; et il s'en excusera en disant : ils nous empêchent d'administrer.

Il y aura, venons-nous de dire, des révocations déguisées. Mais il y a aussi des tentatives pour jeter la liberté de la presse.

Jamais le péril républicain ne fut si pressant. Jamais la vigilance de nos amis n'aura été plus nécessaire.

Tout de même il va un peu fort, le partisan de la République bourgeoise, selon l'Evangile du Bloc des Gauches ! Comme si la liberté de la presse existait sous le régime des lois démocratiques, beaucoup

plus que sous celui des fameux décrets-lois ! Demandez-le à nos camarades anarchistes emprisonnés à la Santé, et à tous ceux de nos amis que l'on poursuit à Paris et en province.

Blanc bonnet, bonnet blanc

Cela semble être aussi l'avis de M. Clément Vautel qui consacre son film du Journal à ce sujet :

Si je dois payer en sus un cinquième de mes impôts, cela m'est tout à fait égal que ce soit en vertu d'une loi suivie d'un décret ou d'un simple décret-loi. Pour moi, c'est bonnet blanc et blanc bonnet.

Certains font un geste d'horreur et s'écrient : — Le décret-loi, c'est le sénatus-consulte, c'est le décret impérial, c'est l'oukase du tsar, c'est le firman du grand Turc et c'est la fin de la République... Non, non, au lieu d'une telle manifestation du plus odieux des despotismes, il nous faut de bonnes et honnêtes lois discutées et votées librement au sein des assemblées législatives par les représentants du peuple !

En voilà une blague ! Les citoyens qui raisonnent ainsi ne sont sans doute jamais allés voir eux-mêmes, au Palais-Bourbon, comment se discutent et se votent les lois. Certaines, et des plus importantes, ont été adoptées par des « assemblées législatives » composées en tout et pour tout d'une demi-douzaine de représentants du peuple... Deux porteurs de boîtes votaient « pour » ou « contre » au nom des absents et le vainqueur exerçait ainsi un pouvoir réellement absolu : c'est Durandard qui le prenait, le sénatus-consulte, l'oukase, le firman, le décret-loi ! Or M. Herriot lui-même n'a jamais dit, à ce propos :

« Que devient la représentation nationale ? Durandard met la République dans sa boîte ! A quand l'empire ? »

Et puis, des décrets-lois, nous en voyons partout... Dans le tramway, dans le métro, dans le train et même dans la rue. C'est-à-dire sur le pavé de la République, le lis des pancartes ou des affiches qui commencent en ces termes :

PAR ORDRE SUPERIEUR

Ces affiches-là, il y en a même à Lyon, ville administrée, et Dieu sait avec quelles méthodes bonapartistes, par M. Herriot !

L'« ordre supérieur », est-ce que ça ne vous rappelle pas les plus tristes jours de notre histoire ?

Et les « ordonnances » du préfet de police ? Les ordonnances... Moi, ça me fait tout de suite penser à Charles X, à M. de Polignac et aux trois Glorieuses.

D'autant plus que ces ordonnances, cependant signées d'un fonctionnaire de la République, sont le plus souvent basées sur des sénatus-consultes, des décrets impériaux, des arrêtés royaux et toutes sortes de textes datant d'époques funestes où sévissait le despotisme.

Alors ? Pourquoi tant de colère à propos de décrets-lois qui ne remplacent, en somme, que des lois défectueuses ?

Des décrets-lois, soyez tranquille, les profiteurs tyranniques savent s'en servir, et sans nous demander notre avis, quand ils nous disent :

— Nous, par la grâce de Dieu, mercantis de France et de Navarre, avons décrété et décrétons : augmentation de dix pour cent sur tous nos tarifs.

Où, ce serait très bien... si M. Clément Vautel parlait ainsi en toute indépendance. Mais nous voyons percer le bout de l'oreille le servile. En réalité, le valet s'est fait repaître l'ordre de « chasser » contre les lois ordinaires pour faire avaler au million de lecteurs du Journal le projet dictatorial de décrets-lois si cher au patron Poincaré.

Il faut en finir

A la séance de l'Assemblée Nationale, plusieurs députés ont interpellé sur le sort des Grecs du littoral du golfe d'Edremit et des îles Moschionissia, dont la plupart sont détenus à l'intérieur de la Turquie. Les interpellateurs ont rappelé que ces Grecs avaient été échangés contre les Turcs prisonniers en Grèce ; ils ont également abordé la question des prisonniers et des otages qui sont encore détenus en Asie Mineure, contrairement au traité de Lausanne, ainsi que celle des jeunes filles et des jeunes gens grecs qui seraient séquestrés en Turquie.

Pour appuyer son interpellation, un député a dit que sur 125.000 hommes valides, arrêtés par les autorités turques, seulement 6.500 ont été remis à la Grèce, les autres se trouvent à l'intérieur de l'Asie Mineure.

Le ministre des Affaires étrangères a répondu que le transport des otages a commencé depuis deux mois et que le Comité américain du Proche-Orient a rendu, à cet effet, de grands services. Le chargé d'affaires de Grèce à Angora ne s'est pas encore occupé de la question des jeunes filles et des jeunes gens séquestrés.

Il est inadmissible qu'un pareil état de choses s'éternise. Il faut obtenir, dans le plus bref délai, la libération de tous ces malheureux.

A TRAVERS LE PAYS

STATISTIQUES

Amiens, 29 janvier. — La statistique du mouvement de la population à Péronne pour 1923, enregistrée pour cette ville dévastée un accroissement de la natalité sur la période d'avant-guerre.

170 naissances contre 71 décès ont été déclarés à Péronne en 1923. La dernière statistique d'avant-guerre, en 1913, donnait 77 naissances contre 110 décès.

Pourvu que la grande faucheuse n'oblige pas, d'ici vingt ans, les employés de l'état-civil à signaler un accroissement de décès sur les naissances.

LEURS BENEFICES

Dans un chantier de Beaulieu, l'ouvrier maçon Alphonse Rouvière, 25 ans, touché accidentellement sur un échafaudage par une pièce de bois humide qui avait heurté une ligne électrique a éprouvé une commotion qui lui a fait perdre l'équilibre. Il est venu s'écraser sur le sol.

Voilà les retraites des travailleurs.

UN BEBE CARBONISE

Nevers, 29 janvier. — Les deux jeunes enfants de M. Ferlet, domicilié à Corbigny, jouaient avec le feu dans une chambre où reposait leur jeune frère, âgé de 18 mois. Les enfants ayant approché un objet enflammé du berceau, celui-ci s'embrasa. La mère, attirée par les cris des enfants, trouva le bébé carbonisé.

UN QUI N'A PAS LA FIBRE PATERNELLE

Alençon, 29 janvier. — Le cultivateur Feuilard, demeurant à Hesloup, vient d'être arrêté. Il est accusé d'avoir martyrisé sa fille, âgée de huit ans.

LE DANGER

Hier M. Chevalier Léopold, âgé de 32 ans, cultivateur à Sèvres, a mis le feu à sa maison et a pris la fuite. La gendarmerie l'a découvert, effrayé, effrayé, dans le parc du château de Ménars.

M. Chevalier, qui était alcoolique, aurait mis le feu à ses vêtements pour se suicider. Il a été transporté à l'Hôtel-Dieu de Blois.

Tristes résultats de l'alcoolisme. Quand donc, les travailleurs, enfin conscients, ne se laisseront-ils plus abrutir par le bistro ?

VIOLENTE INCENDIE

Epinal, 29 janvier. — Ce matin, vers 3 h. 20, un incendie d'une grande violence s'est déclaré dans le bâtiment principal de la caserne Contades, plus connue sous le nom de Vieux-Quartier. Dans cette caserne sont installés les bureaux de l'intendance et du recrutement, les services de liquidation des pensions et différents services.

En peu de temps, le bâtiment ne formait plus qu'un immense brasier. On a pu sauver néanmoins les dossiers des militaires. A 9 heures, l'incendie continuait, mais il n'y avait plus aucune crainte d'extension du sinistre, le quartier Contades étant isolé, bien que situé au centre de la ville sur les bords de la Moselle.

DERNIERE HEURE

EN ALLEMAGNE

Ils se valent tous !

Le gouvernement allemand ne cesse de protester contre les entraves soi-disant mises à la liberté de la presse par les autorités alliées en Rhénanie et dans la Ruhr. Or, il vient seulement de rapporter, après trois mois d'interdiction, un arrêté qui frappait un certain nombre de journaux du Schleswig, qui défendaient les droits des autorités danoises.

Quand il s'agit de brimer, tous les gouvernements du monde se valent !

EN ANGLETERRE

Une grève de dockers le 16 février

Une conférence de délégués représentant 120.000 dockers a décidé, aujourd'hui, d'ordonner la cessation du travail le 16 février dans tous les ports de Grande-Bretagne, à moins qu'un accord satisfaisant n'intervienne d'ici là au sujet des salaires.

Les employeurs déclarent qu'étant donnée la stagnation actuelle des affaires, ils ne peuvent pas accorder le relèvement de salaires demandés par les dockers, relèvement qui, d'après les employeurs, entraînerait une dépense annuelle supplémentaire de deux millions de livres sterling.

Le Drapeau Noir

par Tony RÉVILLON

DEUXIEME PARTIE

Mourir en combattant

VIII

TONINE

— Je ne m'étais pas trompé ! se dit-il. Tonine l'accueillait en riant :
— Tu m'avais reconnue ?
— Oui. Mais tu n'étais pas seule !
— Pas seule ! s'écria-t-elle.
Et, changeant de ton aussitôt :
— Ah ! oui, dit-elle doucement, les fantômes ! Voyons, donne-moi le bras, mon pauvre ami.
Le soir, elle annonça l'intention d'aller chez sa tante. Il voulut l'accompagner.
A l'entrée de la rue Mercière :
— Je l'attendrai ici, dit François.
— Peut-être ma tante me retiendra, et je serai obligée de demeurer plus longtemps que je ne voudrais !
— Tant pis. J'aime mieux passer une heure dans la rue et revenir avec toi que de te laisser revenir seule.
Tonine n'insista pas.
Le matin, lorsque François l'avait sur-

prise dans le Jardin des Plantes, elle n'avait eu que le temps de congédier Claudius en lui promettant de le revoir à la nuit.

En ce moment, il devait se trouver à quelques pas de là, sur le quai.

Tonine éprouva un contentement.

« Ils sont deux à m'attendre et à m'aimer ! »

La tyrannie de François produisait l'effet accoutumé. Elle lassait celle qui en était l'objet, lui faisait trouver plus de douceur aux entrevues du dehors. Tonine, lorsqu'elle sortait de l'amour exigeant et absolu du logis, courait avec une sorte de gaieté au-devant de la distraction d'un autre amour, léger, facile et bon enfant. Elle croyait devoir à Claudius une récompense pour l'assiduité de sa poursuite, le temps qu'il passait à l'attendre, surtout le plaisir qu'il manifestait lorsqu'il se trouvait auprès d'elle. Elle ne lui refusait plus sa main, n'éloignait plus la tête lorsque les lèvres du jeune homme cherchaient son front ou ses cheveux. Plus la jalousie de François rendait leurs rencontres rares, plus ces rencontres avaient de prix. Elle commençait à croire qu'elle aimait Claudius, tant elle était délicieusement caressée par l'admiration et le désir qu'elle lui inspirait.

Lorsqu'elle le revit :
— Je vous ai attendus jusqu'à minuit, dit-il.

— Vous savez bien que je ne suis pas libre !

— Vous le seriez si vous m'aimiez.

L'entretien commencé sur ce ton se termina par la promesse d'un rendez-vous. Claudius attendrait Tonine à Neuville le premier jour du printemps. Ce voyage fut suivi d'un autre. Le collègue mauvais sujet, devant cette jeune femme dont la beauté lui imposait, se montrait soumis,

presque respectueux. Elle, voulait paraître grande : « Je ne suis pas de ces femmes qui consentent à se donner à deux hommes à la fois. Vous me plaisez, mais je ne vous céderai jamais tant que je serai avec François. » Après quoi, elle discutait avec Claudius, et ce qui était plus grave, avec elle-même, de la possibilité de quitter François.

Le 8 avril, elle prit le bateau pour la troisième fois. Comme les deux précédentes, elle avait dit à François qu'elle passerait la journée auprès de sa malheureuse d'apprentissage Mariette Leblanc, malade et abandonnée.

— Je vais t'accompagner, lui dit-il. A la porte nord de la maison de la République, elle lui tendit le front, s'engagea rapidement sous la voûte. François, poussé par le désir de la voir encore entra dans la cour supérieure et la suivit des yeux pendant qu'elle descendait les escaliers. Lorsqu'elle fut en bas, il sembla au jeune homme qu'elle sortait par la porte de la maison, au midi, au lieu de monter chez Mariette Leblanc. Mais le corridor était si obscur qu'il pouvait se tromper. Il hésita un instant, puis, préférant au doute la honte d'être surpris, il alla écouter à la porte de la déveuse. Rien, pas un bruit. Il frappa. Rien. Il frappa plus fort.

— Qui est là ? dit une voix effrayée.

— Moi, François Lutiger.

— Que voulez-vous ?

— Tonine. Est-ce qu'elle n'est pas ici ?

— Tonine ? répéta la voix.

— Oui, Tonine. Ouvrez.

Un pas traînant traversa la chambre. François se trouva en présence de Mariette Leblanc. Il ne l'aurait pas reconnue s'il l'eût rencontrée ailleurs que chez elle. La vieille fille, si correcte autrefois, les cheveux lissés sous un bonnet de linges, les mains propres et sèches sortant des manches collantes d'une robe de mérinos brun, montrait aujourd'hui des cheveux gris épars et inégaux, une figure ravagée, des vêtements en désordre. Pas un meuble dans l'appartement, où chaque pas soulevait la poussière. Une grande pièce nue, claire et froide, et, près de la fenêtre sans rideaux, la mécanique à dévider. Aussitôt après avoir ouvert la porte, l'ouvrière était retournée à sa mécanique. Elle l'entourait de ses bras comme pour la défendre, regardant le visiteur par-dessus l'épaule.

— J'ai cru que vous étiez malade, dit François.
— Non, dit-elle.
— Est-ce que Tonine n'est pas venue vous voir tous ces temps-ci ?
— Tonine ? Non.
— Tout à l'heure elle m'a dit qu'elle venait chez vous.
— Qu'y viendrait-elle faire ? Sa mécanique n'y est plus. Vous le voyez bien. Il n'y en a plus qu'une, la mienne, celle qu'on n'a pu saisir : mais celle-là on ne me la prendra pas ! C'est-est-ce que vous me chiez avec votre Tonine ? Est-ce la propriétaire qui vous envoie ?

— Non, je vous le jure. Je suis venu de moi-même, et je vous remercie ! dit François bouleversé.

Il descendit en courant, prit la porte que Tonine avait prise, parcourut les rues environnantes, entra à Saint-Polycarpe sans savoir pourquoi, regarda partout, chercha partout. Il finit par revenir chez lui, et, mettant sa tête dans ses mains :
— Oh ! dit-il, elle m'a menti, elle m'a trompé !

Dans sa jalousie, François s'était toujours persuadé qu'il avait tort. La co-

quette de Tonine l'inquiétait, et il s'efforçait de son désir de plaire même à des inconnus ; il souffrait de sa joie d'être remarquée et admirée, des rêves qui pouvaient s'emparer de son imagination et l'emporter au delà de lui, du petit appartement qu'ils habitaient et de leur vie à deux : il ne soupçonnait ni un mensonge ni une infidélité réelle. « Je suis trop exigeant, se disait-il. Je ne tiens pas assez compte de la nature féminine. Je cherche l'absolu en amour comme je le cherche en politique, et je veux que ce qui doit être soit. De là mes déceptions. » Mais l'idée que Tonine pût le tromper n'entravait même pas dans son esprit. La découverte qu'il venait de faire fut horrible. Chez cet homme jaloux jusqu'à la frénésie dans les petites choses, elle produisit un effet singulier. François ne s'émporta pas. C'en était fait de son bonheur. Aucune explication ne lui rendrait la confiance perdue. Et cependant il avait soif d'une explication. Il voulait savoir, creuser la plaie, aller jusqu'au fond du mal. Alors il prendrait un parti, en consultant à la fois son désespoir et sa raison. Il était calme, lucide. Il interrogeait le passé, et chaque chose se présentait à lui sous sa proportion vraie, mais éclairée par un jour nouveau. Cette journée était la troisième que Tonine prétendait passer chez son ancienne patronne. Mariette Leblanc lui servait donc de prétexte depuis qu'il ne la laissait plus aller seule chez sa tante. Le soir de Noël, Tonine revenait d'un rendez-vous. Elle en donnait un autre au Jardin des Plantes le matin où il l'y avait rencontrée. Il ne s'était pas trompé en croyant voir un homme auprès d'elle. Qui était cet homme ? François passa en revue ceux de ses anciens amis que connaissait Tonine.

(A suivre)

L'Action et la Pensée des Travailleurs La Vie de l'Union Anarchiste

Les grèves

Personnel de cinéma. — La direction du cinéma Orléans-Palace, boulevard Jourdan, à Paris, a mis son personnel à la porte. Ce dernier attaque la direction devant le Conseil des prud'hommes.

Ce qui serait mieux, ce serait une bonne démonstration syndicale dans cette boîte. Mais personne n'y pense plus depuis que le P. C. a fécondé la C.G.T.U.

Charbonniers de Roubaix-Tourcoing. — Le travail reprend après la promesse des patrons d'accorder des relevements de salaires.

Une petite augmentation aurait été préférable à une grosse promesse.

Filuses de soie de Marseille. — Les ouvrières de la soie de la Capelle ont cessé le travail et réclament 2 francs de plus par jour.

Les revendications

Textile d'Hazebrouck. — Le secrétaire du syndicat confédéré ayant été mis en quinzaine par le patronat, une réunion importante eut lieu aussitôt et une délégation fut désignée.

Elle obtint le retrait de la menace patronale. Bel exemple de solidarité syndicale.

Cordonniers de Limoges. — Les syndicalistes unitaires et confédérés de la chaussure se sont mis d'accord pour réclamer une augmentation journalière de 3 francs. Les patrons ont accordé de suite 65 centimes par jour et promis des augmentations graduelles.

Les pourparlers continuent. Ah, si les ouvriers faisaient l'unité, les arlequins du syndicalisme ne régneraient pas longtemps !

Et nos 55.000 francs ?

Le « Bulletin de l'Union Unitaire » annonce la démission du secrétaire Branon. Motif : gastro-entérite.

Voilà qu'à la C.G.T.U., nos fonctionnaires ont des maladies diplomatiques. Mais alors, Raynaud, aussi coupable que Branon, doit avoir le même malaise et s'en aller aussi se faire soigner. A moins qu'il ne reste pour opérer un nouveau placement.

Branon s'en va, mais où ? Retourne-t-il au Gaz où il s'est réservé une porte de sortie en refusant de participer « moralement » à la grève, ce qui n'était pourtant pas bien difficile ? Ou va-t-il, sous prétexte de soins, rejoindre le compère Arnold, heureux bénéficiaire des 55.000 francs des syndiqués de la Seine ? Car les inhalations du merveilleux docteur sont aussi spécifiques pour l'estomac que pour les bronches. On dit même que Gaston en prend pour soigner ses ménages.

Y a-t-il une analogie entre le retrait de Branon et un article du *Matin* du 22 janvier ?

Un journal de chantage et un maître chanteur sont faits pour la liaison organique. Voilà que le *Matin* fait réapparaitre le docteur Arnold. Oh, très adroïtement : sous prétexte de science, d'humanité, on dit que le docteur-sénateur Dron, de Tourcoing, a installé un établissement Arnold. Ce dernier est représenté comme un inventeur malheureux. Il a été décoré au front pour faits de guerre, il a sacrifié sa fortune à Auteuil, il a dû abandonner la Maison d'Auteuil dirigée actuellement par le docteur R. de Médevielle, etc., etc. C'est une réclame bien soignée !

Naturellement, il n'est pas question de nos 55.000 francs. Sont-ils perdus à tout jamais ? Sont-ils restés à Auteuil sous la direction du docteur R. de Médevielle ? Arnold les conserve-t-il pour fonder un nouvel établissement avec la mystérieuse doctoresse russe comme cheffe de clinique et avec Branon comme caporal infirmier ? Branon peut-il partir ainsi en mettant la clef sous la porte, sans nous dire ce que sont devenus nos 55.000 francs ? A-t-il le droit, honnêtement, de disparaître sans que nous sachions où sont passés nos 55.000 francs de cotisations syndicales.

Et son complice Raynaud ? Croit-il qu'il a arrêté nos réclamations avec les pistolets du condottiere Treint ? Croit-il que les balles meurtrières de la Garde rouge vont remplacer les 55.000 francs des versements ouvriers ?

Nous ne cesserons pas de signaler et de répéter les méfaits accomplis dans les organisations syndicales par les ravageurs qui ont été envoyés avec brevets et garanties du Parti communiste.

Des cochons de payants.

Nous ne serons pas des assassinés !

Sous ce titre, dans le *Finistère Syndicaliste*, Gourmelon publie un article dont voici quelques lignes :

Nous ne serons pas des assassinés. Nous ne serons pas non plus des assassins.

Nous nettoierons les écuries d'Augias. Nous enverrons les politiciens chercher fortune ailleurs. Nous leur ferons comprendre — au besoin avec la trique — que le Syndicalisme est l'appareil des exploités, et que personne ne doit exploiter les exploités.

Nous ne serons pas des assassinés. Nous ne serons pas non plus des assassins. Nous aurons à cœur de défendre avec fougue, vigueur, notre patrimoine : le Syndicalisme.

Nous ne permettrons pas que des aigres-fins de la politique, stipendiés par Moscou, sabotent un siècle de progrès social, parlant de Stieglitz pour arriver à Fernand Pelloutier.

Nous ne permettrons pas que l'on assassine des prolétaires dans une réunion publique, où la pensée doit être libre, la discussion courtoise, où chacun par la persuasion doit et a le devoir d'exprimer sa pensée et d'essayer de faire des disciples. Voilà comment je comprends le problème du Syndicalisme.

Un point, c'est tout.

Il nous faut présenter Gourmelon aux tards venus du néo-syndicalisme. A l'époque héroïque de Mam'zelle Cizaille, Gourmelon fut un des bons bougres qui grimpèrent

aux poteaux télégraphiques pour couper les fils. Cela s'appelait de l'action révolutionnaire. Elle se pratiquait fréquemment pour faire pression sur le gouvernement, notamment pour la grève des cheminots en 1910. Le brave Gourmelon récolta plusieurs années de prison.

Ceci dit, rappelons que le *Libertaire* n'a pas ménagé Gourmelon après le congrès de Lille, surtout à propos des exclusions. Nous nous étions étonnés avec raison que des libertaires soutiennent des jusqu'aboutistes.

Nous sommes donc très à l'aise vis-à-vis de Gourmelon. Aujourd'hui, comme hier, nous relevons les défaillances, non pour plaire ou déplaire aux personnalités, mais pour servir la cause révolutionnaire.

Or, voyez comme la vie est drôle. Gourmelon, homme d'action, ne mérite que l'étiquette de réformiste et de petit bourgeois, car il est resté à la vieille C.G.T. et il affiche toujours des idées libertaires.

Monmousseau, jeune de 1910, est secrétaire de la C.G.T.U. et révolutionnaire à tous crins, et surtout à tant par mois.

Pourquoi donc est-il resté des hommes à la C.G.T. et pourquoi est-il venu des renégats à la C.G.T.U. ?

La question est posée.

A LA FAMILLE NOUVELLE

Contre la fermeture

Les syndicalistes et libertaires, socialistes de la « Famille Nouvelle », protestent énergiquement contre la décision prise par le Conseil d'administration de cette coopérative, lequel vient de décider la fermeture de la « Maison Commune » de la rue de Bretagne et de ne plus prêter à aucun groupe révolutionnaire les salles de restaurant pour les causeries éducatives.

Cette décision arbitraire ne vise exclusivement que les anarchistes, les libertaires communistes et les syndicalistes révolutionnaires appartenant à la minorité de la C.G.T.U.

Se trouve atteint principalement le « Comité de défense sociale », qui groupe toutes les conceptions politiques, philosophiques et économiques, qui fonctionnent depuis de nombreuses années, et qui a tant fait pour assurer la libération des victimes militaires et civiles.

Ces trouvent également privés de local, les copains de l'En dehors, de l'Idée libre, du Réveil de l'Esclavage, la Jeunesse anarchiste, l'Union Anarchiste, les minorités syndicalistes, les groupements linguistiques et étrangers, la Musée Rouge, etc.

En plus de la Maison Commune, il y a les salles de restaurants qui sont maintenant fermées aux divers groupes d'avant-garde, notamment les 12^e, 17^e, 19^e et à Levallois.

Cette manœuvre était poursuivie depuis de nombreux mois, par les prétendus communistes qui dirigent provisoirement la coopérative.

Les syndicalistes et les libertaires ont le devoir de signaler à tous les prolétaires les procédés employés par les membres d'un parti politique ne cherchant qu'à accentuer les divisions déjà si grandes qui existent par leur seule faute dans la classe ouvrière. La fermeture des salles de la « Famille Nouvelle » sera peut-être pour nous un enseignement en ce sens qu'elle fera voir à ceux qui jusqu'ici se sont laissés bernier par le Grand front des masses.

Il appartient donc à tous les camarades d'envisager immédiatement les moyens pour remédier à cet état de choses. Il nous faut coordonner nos efforts pour que nous puissions envisager la possibilité de posséder le plus tôt possible des locaux bien à nous, afin de pouvoir librement continuer la propagande éducative révolutionnaire parmi les travailleurs. Ce qui ne peut nous empêcher de réclamer la réouverture des locaux indument fermés.

A. SUIRAM.

Pour les victimes du 11 janvier 1924

Troisième Liste

Syndicat autonome des Communes de la Seine (section de Pavillons-sous-Bois), 25 fr. ; L. et E. D., 10 fr. ; Corinat à Vannes, 5 fr. ; Groupe libertaire de Coursan (Aude), 12 fr. ; Syndicat unitaire des Métaux, Denain (Nord), 50 fr. ; Gobeaud et sa compagnie, 10 fr. ; Camille Laberche, Les Marais (Marne), 30 fr. ;

collecte faite à un meeting à Alais, versé par Prade, 104 fr. ; versé par Michel pour la campagne de Poncet, 125 fr. ; collectes reçues au S.U.B. (le détail passera dans le « Prolétaire »), versé par Michel, 124 fr. 50 ; Syndicat des Peintres de la Seine, 200 fr. ; Fleuteigne, 10 fr. ; Syndicat des Métaux du Havre, 100 fr. ; collecte faite à Lorient, versé par P. Phiniau, 46 fr. ; Laingui, à Oran, 1 fr. 25. — Total : 1.952 fr. 75. — Listes précédentes : 1.347 fr. — Total à ce jour : 3.299 fr. 75.

Il n'a pas été imprimé de listes de souscriptions. Les camarades sont donc priés de faire les collectes sur papier blanc timbré du Syndicat et d'en faire parvenir le montant le plus rapidement possible à Massot, 52, boulevard de Belleville, Paris (20^e).

FAITES DES ABONNES au « Libertaire »

Découpez le placard ci-contre et faites-le remplir par un camarade

ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE	POUR L'ÉTRANGER
Un an..... 64 fr.	Un an..... 96 fr.
Six mois..... 32 fr.	Six mois..... 48 fr.
Trois mois..... 16 fr.	Trois mois..... 24 fr.

Chèque postal : Ferandel 586-65

De préférence utilisez notre Compte Chèque Postal Ferandel n° 586-65 Paris. Vos frais d'envoi de fonds ne s'élèveront qu'à 0 fr. 25 — aucun risque de perte.

Comité National du Bâtiment

La discussion sur la propagande est ensuite abordée :

Forget demande que la propagande soit faite sérieusement sans qu'il y ait afflux des régions ; néanmoins, il faudra tenir compte des possibilités de la caisse fédérale. Divers camarades proposent qu'elle commence au printemps. Epinette voudrait qu'elle se fasse également en Algérie.

La discussion se termine par l'ordre du jour suivant, déposé par Jouve, en laissant la faculté à la C.E. de décider du moment :

Le Comité National après avoir entendu les différents points de vue ayant trait à la propagande que doit faire la Fédération pour le regroupement de ses effectifs et pour la défense des intérêts corporatifs de ses adhérents, ceci en conformité des décisions du Congrès de Paris, décide qu'il devra porter sur le maintien des huit heures, l'augmentation des salaires, le travail aux pièces, l'afflux de la main-d'œuvre étrangère :

S'en référant aux explications du trésorier fédéral, demande à tous les secrétaires d'organisations adhérentes de commencer la préparation de cette campagne qui aura comme plate-forme l'augmentation des salaires, motivée par l'augmentation continue du coût de la vie, et celle prochaine de 20 % décidée par le gouvernement sur tous les impôts, décret qui doit paraître prochainement.

En ce qui concerne la main-d'œuvre étrangère, la Fédération commencera une campagne de presse en langue italienne, faisant connaître aux travailleurs italiens quel rôle ils jouent en acceptant de travailler à des bas tarifs ; conservant toujours son sentiment international, elle leur fera connaître ceux qui acceptent de démolir une à une les améliorations si péniblement obtenues par les ouvriers du pays, se placent eux-mêmes comme les ouvriers de ce pays en dehors du mouvement ouvrier et s'exposent à être traités comme jaunes, et ne pourront se plaindre si ceux qui veulent vivre en travaillant les traitent comme ils le méritent.

La Fédération d'autre part secondera de tous ses efforts et de ses moyens, cette campagne ; la C.E. est mandatée en ce sens.

Les questions diverses appellent une demande de subvention pour La Bataille Syndicaliste. Une somme de 1.000 francs est votée.

La discussion passionnée, mais féconde, au point de vue du fédéralisme révolutionnaire, est close à minuit.

La « Bataille Syndicaliste » reparait Vendredi

Après un mois de suspension, la Bataille Syndicaliste va reparaitre jeudi et sera mise en vente le vendredi, à Paris et en province. Les abonnés seront servis.

Ce numéro sera consacré au meeting tragique du 11 janvier et au travail de la minorité syndicaliste.

S'adresser à Sorela, 11, rue Petit, Paris, 19^e. Chèque postal : 142-15.

UNION DES SYNDICATS OUVRIERS

Comité Général du Mercredi 30 janvier

Le premier Comité général de 1924 de l'Union des Syndicats de la Seine se tiendra ce soir à 20 h. 30, 8, avenue Mathurin-Moreau.

La carte de délégué de 1924 sera exigée à l'entrée ; aussi, les organisations syndicales qui ne sont pas encore : nées à retirer, pourront échanger à l'entrée celle de 1923 contre celle-ci.

Dans ce cas, les délégués ne devront pas omettre d'apporter la carte de l'année précédente.

La séance sera ouverte au plus tard à 21 heures. L'ordre du jour porte : L'élection à la Commission Exécutive de l'Union ;

Les affaires courantes ; L'organisation de la main-d'œuvre étrangère dans la Seine ;

Et les questions diverses. L'Union des Syndicats de la Seine pense que, mieux qu'en 1923, les organisations assurent leur représentation aux Comités généraux, et particulièrement à cette première séance de l'année.

L'Union des Syndicats de la Seine.

Abonnez-vous au « Libertaire »

BULLETIN D'ABONNEMENT

Camarade administrateur du « Libertaire » 9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e)

Je vous adresse ce jour d'autre part la somme de.....

en mandat-poste (ou carte) ou chèque postal pour un abonnement de..... mois.

NOM et PRENOMS.....

PROFESSION.....

ADRESSE.....

DEPARTEMENT.....

Communiqués Syndicaux

Ecole du Militant. — Ce soir, à 21 heures, 211, rue Lafayette, Delaisi traitera : « Les Trusts et Consortiums ».

Nous avisons les militants que la question des trusts et consortiums pourrait intéresser qu'ils sont cordialement invités à venir entendre l'exposé qui sera fait.

Fédération du Bâtiment. — Réunion de la Commission exécutive ce soir, 30 janvier, à 20 h. 30 précises, au siège.

Bâtiment (13^e Région). — Commission exécutive à 17 h. 30, au siège.

Travailleurs des P.T.T. : A toutes nos camarades Dames Employées. — L'Administration, par un de ces tours de passe-passe dont elle semble vouloir devenir familière, vient de supprimer le recrutement national. Camarades Dames, vos droits les plus sacrés sont à nouveau menacés, après vous avoir refusé les 1.800 francs, on veut vous brimer. Camarades Dames Employées ! Syndiquées de n'importe quel syndicat ! Non Syndiquées ! Venez toutes à la grande protestation qui s'impose. Venez toutes au

GRAND MEETING

qui aura lieu demain 31 janvier, à 20 h. 30, salle Ferrer (Bourse du Travail), 3, rue du Château-d'Eau.

Orateurs : Pilloud, secrétaire de la Section de la Seine ; Henri Raynaud, de la Fédération postale unitaire ; Larigue, secrétaire de la Fédération postale unitaire.

Camarades, que chacune d'entre vous se fasse la propagandiste acharnée pour ce meeting, car il faut qu'il réussisse. Si, par malheur, pour une raison quelconque, il venait à échouer, l'Administration, n'en doutez pas, saurait en profiter. Il faut que vous venez toutes. Vous viendrez et vous donnerez ainsi un exemple à vos camarades du sexe fort.

Aux Conducteurs de taxi de la Seine. — Le Bureau syndical informe les camarades de la corporation que la permanence de l'organisation qui se tenait à la Bourse du Travail, premier étage, bureau 11, est transférée au numéro 17, même étage.

Pour les camarades demeurant ou travaillant à Levallois, une permanence est créée chez le camarade Aroussseau, 49, rue de Gravel.

Serruriers confédérés. — Permanences de 9 à 11 heures, bureau 10, premier étage, Bourse du Travail ; maison Rouy, 39, rue de Vanves, de 10 heures à midi.

Sculpture décorative. — Permanence de 9 à 12 heures, bureau 10, premier étage, Bourse du Travail.

Coffreurs. — Ce soir, 30 janvier, à 21 heures, au siège, Conseil syndical.

Ouvriers ébénistes. — Le Congrès des fabriques de l'ameublement parisien.

Réunions de la semaine : Jeudi, — Maison Bozza, passage Maigrot-Delaunay ; Réunion de tout le personnel à 18 h., salle Rossignol, 24, rue d'Avron. Orateurs : Demoulin, L'Avant.

Maison de biscuitage de glaces, 51, rue Trotschevski, Réunion de tout le personnel à 18 heures, salle Salvarelli, au coin de la rue de Charonne et de la rue Trotschevski. Orateurs : Rossignol et De Groote.

Vendredi, — Maison Châtelier, 42, rue de Valenciennes ; Réunion de tout le personnel à 18 heures, salle « A l'ami Emile », 53, rue de Valenciennes. Orateurs : Fayet et Guérard. Toutes les fabriques rue Saint-Nicolas : Réunion générale à 18 heures, salle Isère, au premier étage, 79, faubourg Saint-Antoine. Orateurs : Henri et Fayre.

Chaudfroids, Conducteurs, Mécaniciens, Électriciens. — Les camarades sont priés de prendre note que l'Assemblée générale pour la nomination du Conseil syndical et de la Commission de contrôle aura lieu le dimanche 17 février 1924, salle des Conférences du premier étage, Bourse du Travail, à 9 heures du matin très précises. Les camarades qui désirent poser leur candidature au Conseil ou au Contrôle sont priés de se faire inscrire à la permanence. Prière aux camarades de se mettre à jour de 1923 et de retirer leur carte de 1924.

Jeunesse syndicaliste des Métaux. — Demain, 31 janvier, à 20 h. 30, causerie par le camarade Tiblemont, salle des Commissions Bondy, Bourse du Travail.

Jeunesse syndicaliste du 14^e. — Réunion de Groupe ce soir, à 20 heures 30, Maison des Syndiqués, 111, rue du Château.

Jeunesse syndicaliste de Clichy. — Ce soir, à 20 h. 30 : causerie sur la précédente réunion ; questions administratives. Présence indispensable.

Comité intersyndical du Drancy-Le Bourget. — Devant l'ampleur que prend le mouvement ouvrier vers l'autonomie, il est nécessaire de réunir le Comité exécutif, vendredi 1^{er} février, à 20 h. 30, au siège du C.I., salle habituelle. Présence indispensable.

Minorité de la Seine du Livre parisien. — Les camarades désirant avoir des renseignements ou prendre leur carte d'adhérent au Groupe de la Minorité peuvent s'adresser aux camarades Maret, trésorier du Groupe, à l'imprimerie de l'Union des Syndicats, 33, rue de la Grange-aux-Belles, de 8 heures du matin à midi et demi, et de 14 à 19 heures au camarade Richard, même lieu.

DANS LE S. U. B.

Conseil général. — Demain, à l'heure habituelle, endroit habituel.

Permanence prudhomale ce soir, à 18 heures, bureau 13.

Plombiers-Posers. — Des tracts sont au siège à la disposition des camarades, en vue de la réunion corporative du 3 février.

Démolisseurs. — Réunion corporative, dimanche 3 février, à 9 heures du matin, Bourse du Travail.

Section locale du 17^e arrondissement. — Réunion vendredi 1^{er} février, à 20 h. 30, salle habituelle ; présence de Fougere, secrétaire de la Maçonnerie-Pierre, et de Pellibon, secrétaire des Plombiers-Couvreurs.

Jeunesse syndicaliste ce soir, à 20 h. 30, salles 13 et 14, quatrième étage, Bourse du Travail. Causerie par le camarade Bouvia sur « L'avenir du syndicalisme ».

Cheminots de Nantes-Etat. — Le Syndicat unitaire, profondément ému des incidents douloureux de la rue Grange-aux-Belles, adresse aux familles des victimes l'assurance de sa solidarité.

Puissent ces faits démontrer à tous les syndiqués quelles catastrophes peuvent amener les haines résultant de l'ingérence des partis politiques dans le domaine syndical.

Constata que les victimes appartiennent à la minorité et laisse au parti communiste l'entière responsabilité de ces incidents tragiques.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le gérant : Gabriel BRAYE

Imprimerie spéciale du *Libertaire* 10-12, rue Paul-Lelong, Paris

Conseil d'Administration

« DU LIBERTAIRE »

Réunion du Conseil ce soir, à 20 h. 30, au siège, rue Louis-Blanc. Décisions importantes à prendre. Prière à tous d'être présents.

Paris et Banlieue

Groupe anarchiste universitaire. — Première réunion du Groupe, jeudi 31 janvier, à 20 h. 30, salle Salsac, 6, rue Lanneau. Invitation cordiale à tous les étudiants.

Groupe libertaire d'Issy-les-Moulineaux. — Jeudi 28, controverse entre plusieurs camarades sur la société économique telle qu'ils la conçoivent.

Un appel est fait aux sympathiques pour qu'ils assistent à nos soirées.

Groupe de la Garenne. — Réunion jeudi 31 janvier, à 20 h. 30, chez Lesur, 18, boulevard de la République.

Préparation de la conférence Salvador. Le trésorier du Comité régional est prié d'apporter les affiches.

Province

FEDERATION ANARCHISTE DU SUD-EST

Les camarades anarchistes de Lyon et de la région du Sud-Est, indignés de la résolution adoptée par le bureau politique du parti communiste à son congrès de Lyon (et non par le congrès), avisent les auteurs de cette décision que si un camarade anarchiste était molesté ou brimé par les suivants de ce parti, les camarades libertaires qui militent pour la défense des intérêts du peuple sans lui demander aucune rétribution sauront se défendre au moment voulu, s'ils se trouvent attaqués par les apprentis dictateurs.

Groupe libertaire de Romans. — Jeudi 30 janvier, réunion du Groupe au siège habituel. Ordre du jour : Organisation d'une fête au théâtre pour le commencement de mars. Présence indispensable.

Groupe libertaire breton. — Appel est fait à tous les camarades bretons pour qu'ils assistent, jeudi 31, école Bergot, boulevard Thiers, à la réunion du Groupe : Etat de la caisse ; l'annuité ; le « Libertaire ».

Le Havre. — Groupe libertaire. — Vendredi 1^{er} février, discussion sur « les Propos subversifs ».

Invitation à tous. Le camarade Urban est prié de rapporter la série d'anciens « Libertaire ».

Communications diverses

Comité général pour l'annuité. — Ce soir, 30 janvier 1924, 30 h. 30, bureau du Conseil juridique, 33, rue de la Grange-aux-Belles, réunion de tous les délégués.

La situation des groupements dans le Comité ; les meetings en préparation.

Groupe anarchiste individualiste du 14^e arrondissement. — Réunion ce soir, à 20 h. 30, au lieu habituel. Causerie par un camarade sur « l'Art dans toutes ses manifestations ».

Invitation à tous les sympathiques.

Groupe théâtral. — Adhésions et répétition ce soir, à 20 h. 30, bar-brasserie de la Mairie, 61, rue du Faubourg-Saint-Martin.

La Muse rouge (23^e année). — Tous les mardis, à 20 h. 30, au siège, 40, rue de Bretagne, Paris (3^e), réunion plénière pour : revue de concours, goguettes hebdomadaires, prêts, librairie, etc.

Invitation cordiale aux poètes, chansonniers, musiciens, dessinateurs, pour un effort persévérant de propagande révolutionnaire par les arts.

Pour tous renseignements, adhésions, etc., écrire à la Muse rouge, au siège, ou s'y présenter tous les soirs.

Dimanche 3 février, salle de la Jeunesse républicaine, 10, rue Dupetit-Thouars (métro : Temple), matinée à 14 h. 30 et en soirée à 20 h. 30, goguettes fraternelles par les poètes, chansonniers et artistes révolutionnaires. Cordiale invitation à tous. Participation aux frais, 1 fr. 50 ; enfants, 0 fr. 50.

Aviso : Espanoles. — Rerecomendamos la lectura del « semanario » Acción obrera, a cuantos deseen conocer el ideal anarquista se interesen por aprender el esperanto, pedidos 9, Louis-Blanc (10^e).

Fédération espérantiste ouvrière. — Un cours d'espéranto par correspondance fonctionne toute l'année. Pour renseignements, s'adresser à Glodeau, 177, rue de Bagnollet, Paris (20^e).

Joindre un timbre pour réponse. Envoi du cours élémentaire en 9 leçons contre 0 fr. 30.

Les Fêtes du peuple. — A 20 h. 30, à l'Egalitaire, 17, rue de Sambre-et-Meuse, chorale (femmes).

Groupe artistique du Chambon-Féugerolles (Loire). — Dimanche 10 février, à 14 h. 30, un concert sera exécuté par le groupe artistique « Germinal » et ses pupilles, ces derniers dirigés par le chansonnier aveyronnais, le camarade Antoine Salis.

Cette fête est donnée au profit des groupes « Germinal » et « d'Etudes sociales » de Saint-Etienne.

Les cartes sont en vente à la Vernicherie, Syndicat des Métaux. Bonne matinée en perspective pour les travailleurs.

PETITE CORRESPONDANCE